



# PROCÈS-VERBAL

## SÉANCE DU 25 AVRIL 2024

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

# ORDRE DU JOUR

1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 22 mars 2024 .....	5
2. Renouvellement de l'intégralité des administrateurs élus du Conseil d'Administration du C.C.A.S....	5
3. Élection de la Vice-Présidence du C.C.A.S. de Rouen.....	6
4. Délégations de pouvoir consenties par le Conseil d'Administration .....	7
5. Renouvellement des représentants du Conseil d'Administration .....	10
6. Adoption du règlement intérieur du C.C.A.S.....	14
7. Délégations de pouvoir consenties par le Conseil d'Administration .....	15
8. Motion - Alerte sur la situation budgétaire critique des établissements et services autonomie à domicile .....	16
9. Compte de gestion 2023 du budget des résidences autonomie .....	17
10. Compte de gestion 2023 du budget du CLIC des aînés.....	18
11. Compte de gestion 2023 du budget prestataire.....	20
12. Compte de gestion 2023 du budget du S.S.I.A.D. ....	21
13. Compte de gestion 2023 du budget de l'ESA .....	22
14. Compte de gestion 2023 de l'EHPAD la PLÉIADE .....	24
15. Compte administratif 2023 du budget des résidences autonomie .....	25
16. Compte administratif 2023 du budget du CLIC des aînés.....	31
17. Compte administratif 2023 du budget du prestataire.....	35
18. Compte administratif 2023 du budget du S.S.I.A.D. ....	39
19. Compte administratif 2023 du budget de L'E.S.A.....	44
20. Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses (E.R.R.D) 2023 de L'EHPAD LA PLÉIADE.....	46
21. Affectation des résultats - budget des résidences autonomie.....	54
22. Affectation des résultats - budget des résidences autonomie.....	55
23. Affectation des résultats - budget du CLIC des aînés.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
24. Affectation des résultats – budget prestataire .....	57
25. Proposition d'affectation des résultats - budget du S.S.I.A.D. ....	59
26. Proposition d'affectation des résultats - budget de l'E.S.A. ....	60
27. Affectation des résultats - budget de l'EHPAD la PLÉIADE .....	62
28. Règlement des frais de déplacement de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen	64
29. Renouvellement de l'adhésion aux missions optionnelles du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime – Autorisation signature .....	65
30. EHPAD LA PLÉIADE – Avenant à la convention de mise à disposition d'une direction par intérim - Autorisation signature.....	66
31. Convention de partenariat - crèche « les petits BECQS » - Réservation de places – Autorisation signature .....	67
32. Acceptation de dons en faveur du C.C.A.S. de Rouen.....	69
33. Demande d'autorisation concernant l'habilitation « accompagnant PA (Personne Agée) médicale » dans le cadre de l'utilisation du logiciel via trajectoire.....	70

34. Convention de partenariat pour le service prestataire d'aide à domicile - Offre de Services Coordonnée pour l'Accompagnement de ma Retraite (OSCAR) entre la CARSAT Normandie et le C.C.A.S. - Autorisation signature.....	71
35. Rapports d'activité 2023 prestataire et résidence autonomie.....	73
36. Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente .....	73

Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

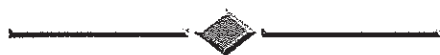
Était représentées : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,  
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,  
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

Étaient excusées : Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation :** 19 avril 2024

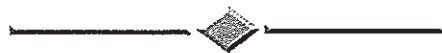
*J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 25 avril 2024. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.*





## **1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 22 mars 2024**

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 22 mars 2024 est adopté à l'unanimité.



*Monsieur le Président indique aux Administrateurs présents qu'il va procéder à l'installation des membres Élus et modifiera l'ordre du jour en conséquence.*

## **2. Renouvellement de l'intégralité des administrateurs élus du Conseil d'Administration du C.C.A.S.**

Conformément aux dispositions contenues dans le Code de l'Action Sociale et des Familles, les Centres Communaux d'Action Sociale (C.C.A.S.) sont administrés par un Conseil d'Administration comprenant, outre le Maire, président de droit, des membres élus par le Conseil Municipal en son sein et, en nombre égal, des membres nommés par le Maire.

À la suite de la démission de Monsieur Stéphane MARTOT de son poste d'Administrateur du C.C.A.S. de Rouen, l'article R.123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles impose de renouveler l'intégralité des Administrateurs Élus s'il n'y a plus de candidat sur aucune des listes.

Dans ces conditions il convient de procéder au renouvellement de l'intégralité des Administrateurs Élus.

Le 11 avril 2024, le Conseil Municipal a procédé à l'élection de l'ensemble des administrateurs Élus.

Les 8 membres sont :

- Madame Caroline DUTARTE, 1<sup>ère</sup> Adjointe en charge des Solidarités, des Personnes Agées, de la Politique de la Ville et de l'Insertion,
- Madame Amèle MANSOURI, Adjointe au Maire en charge de l'accès au Logement, de l'Accès au Droit, de l'Hygiène et de la Salubrité,
- Madame Zohra AMIMI, Conseillère Municipale Déléguée,
- Madame Marie DESBORDES, Conseillère Municipale Déléguée,
- Madame Hortense HECTOR, Conseillère Municipale Déléguée,
- Monsieur Jean DE BEIR, Conseiller Municipal,
- Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Conseiller Municipal,
- Madame Félicie RENON, Conseillère Municipale d'opposition.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU les Articles L. 123-6 et R. 123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil Municipal de Rouen en date du 11 avril 2024 relative à la désignation de représentants au C.C.A.S. et dans des organismes extérieurs,

VU l'Arrêté du Maire procédant à la nomination des administrateurs nommés du C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT que le nombre de membres est fixé à 16,

CONSIDÉRANT que les membres issus du Conseil Municipal et les membres nommés sont en nombre égal,

CONSIDÉRANT la liste des membres élus au Conseil Municipal du 11 avril 2024,

CONSIDÉRANT la liste des membres nommés par l'arrêté du Maire du 18 août 2020,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU C.C.A.S. DÉCLARE LES MEMBRES ÉLUS SUIVANTS INSTALLÉS DANS LEUR FONCTION D'ADMINISTRATEURS DU C.C.A.S. DE ROUEN :

Au titre des membres Élus :

- Madame Caroline DUTARTE, 1<sup>ère</sup> Adjointe en charge des Solidarités, des Personnes Agées, de la Politique de la Ville et de l'Insertion,
- Madame Amèle MANSOURI, Adjointe au Maire en charge de l'accès au Logement, de l'Accès au Droit, de l'Hygiène et de la Salubrité,
- Madame Zohra AMIMI, Conseillère Municipale Déléguée,
- Madame Marie DESBORDES, Conseillère Municipale Déléguée,
- Madame Hortense HECTOR, Conseillère Municipale Déléguée,
- Monsieur Jean DE BEIR, Conseiller Municipal Délégué,
- Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Conseiller Municipal,
- Madame Félicie RENON, Conseillère Municipale d'opposition.



### **3. Élection de la Vice-Présidence du C.C.A.S. de Rouen**

VU les Articles L. 123-6 et R.123-18 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président du C.C.A.S. a invité les membres présents du Conseil d'Administration à faire acte de candidature,

CONSIDÉRANT que Madame Caroline DUTARTE s'est portée candidate à la fonction de Vice-Président du C.C.A.S. de Rouen,

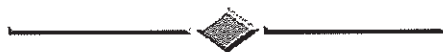
CONSIDÉRANT que Madame Marie DESBORDES s'est portée candidate à la fonction de Vice-Président délégué du C.C.A.S. de Rouen,

Conformément à l'Article L123-6 dès qu'il est constitué, le Conseil d'Administration élit en son sein un Vice-

Président qui le préside en l'absence du Maire et un Vice-Président délégué, chargé des mêmes fonctions en cas d'empêchement, du Vice-Président, il est procédé à l'élection de la Vice-Présidente et de son délégué, à bulletins secrets.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, DÉCIDE :

- Pour la fonction de Vice-Président :
  - Madame Caroline DUTARTE :
    - Pour : 9 voix
    - Contre : 0. voix
    - Blancs / Nuls : 0 voix
- Pour la fonction de Vice-Président délégué :
  - Mme Marie DESBORDES
    - Pour : 9 voix
    - Contre : 0 Voix
    - Blancs / Nuls : 0 voix
- **Article 1** : est élue Vice-Présidente du Conseil d'Administration du C.C.A.S., Madame Caroline DUTARTE.
- **Article 2** : est élue Vice-présidente déléguée du Conseil d'Administration du C.C.A.S., Madame Marie DESBORDES.
- **Article 3** : Le Président du C.C.A.S. est chargée de l'exécution de la présente décision.



#### **4. Délégations de pouvoir consenties par le Conseil d'Administration**

Suite à, la démission de Monsieur Stéphane MARTOT de son poste d'Administrateur du C.C.A.S. de Rouen, au renouvellement de la moitié des membres du Conseil d'Administration et à l'élection de la Vice-Présidence, les délégations prises antérieurement sont caduques, conformément à l'Article R.123-9, il convient donc de renouveler les délégations citées après :

- attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration ;
- conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être réglementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant ;
- conclusion des contrats d'assurance ;
- création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère ;
- fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :

- Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc.) ;
- Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel
- Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes
- délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Il est donc proposé au Conseil d'administration :

- d'abroger la délibération du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023 relative aux délégations de pouvoir consenties par le Conseil,
- de déléguer au Président les matières suivantes :
  - Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être règlementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant,
  - Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
  - Exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
    - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc)
    - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel
    - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes
- de déléguer au·à la Vice-Président·e du C.C.A.S. dans les matières suivantes :
  - Attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration ; à savoir :
    - Les décisions relatives aux Allocations Communales de Solidarité dans les limites fixées par le règlement d'attribution ;
    - Les demandes d'admission en résidence autonomie et les documents y afférents,
    - Les demandes d'admission au SSIAD et les documents y afférents,
    - Les demandes d'admission à l'ESA et les documents y afférents,
    - Les demandes d'aide-ménagère assurée par le service prestataire et les documents y afférents,
  - Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
  - Conclusion des contrats d'assurance,

- Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère,
- Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Le Conseil d'Administration peut mettre fin à la délégation.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles autorisant le Conseil d'Administration à donner délégation de pouvoirs à son Président, à son Vice-Président ou à son vice-président délégué,

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 2 septembre 2020 procédant à l'installation du Conseil d'Administration,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen 25 avril 2024 procédant au renouvellement de l'intégralité des Administrateurs Élus du Conseil d'Administration du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 procédant à l'élection de la Vice-Présidence du C.C.A.S. et à son Vice-Président délégué,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, décide :

- **Article 1 :** Abrogation de la Délibération du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023 relative aux délégations de pouvoir consenties par le Conseil d'Administration,
- **Article 2 :** Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du C.C.A.S., délégation de pouvoir est donnée à Monsieur le Président dans les matières suivantes :
  - Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être réglementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant,
  - Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
  - Exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
    - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc)
    - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel
    - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes
- **Article 3 :** Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du C.C.A.S., délégation de

pouvoir est donnée à Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. dans les matières suivantes :

- Attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration ; à savoir :
    - o Les décisions relatives aux Allocations Communales de Solidarité dans les limites fixées par le règlement d'attribution ;
    - o Les demandes d'admission en résidence autonomie et les documents y afférents,
    - o Les demandes d'admission au SSIAD et les documents y afférents,
    - o Les demandes d'admission à l'ESA et les documents y afférents,
    - o Les demandes d'aide-ménagère assurée par le service prestataire et les documents y afférents,
  - Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
  - Conclusion des contrats d'assurance,
  - Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère,
  - Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Famille
- **Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame la Vice-Présidente, délégation est donnée à Monsieur le Président dans les matières qui lui sont déléguées. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président, délégation est donnée à Madame la Vice-Présidente dans les matières qui lui sont déléguées.
  - **Article 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de la Vice-Présidente et du Président du C.C.A.S., délégation est donnée à Madame la Vice-Présidente déléguée, dans les mêmes matières.
  - **Article 6 :** Conformément aux prescriptions de l'article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les décisions dans les matières déléguées seront signées personnellement par le Président, la Vice-Présidente ou la Vice-Présidente déléguée. En outre, le Président, la Vice-Présidente et la Vice-Présidente déléguée devront, à chaque séance du conseil, rendre compte des décisions prises sur le fondement de la présente délégation.
  - **Article 7 :** La Directrice du C.C.A.S. de Rouen et le Trésorier Municipal de Rouen Métropole seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



## **5. Renouvellement des représentants du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. est amené à être représenté par certains Administrateurs du C.C.A.S. de Rouen auprès :

De différentes instances :

- Union Nationale des C.C.A.S. ;
- Union Départementale des C.C.A.S. ;
- Commission Fonds d'Aide aux Jeunes – Mission Locale ;
- Conseil d'Administration du Carrefour des Solidarités ;
- Fédération des Acteurs de Solidarité ;
- Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale « DAC YREN »
- De la Commission d'Appel d'Offres
- De la commission Permanente d'Allocation Communales de Solidarité
- Des commissions consultatives :
  - Dispositif des Allocations Communales de Solidarité ;
  - Commission d'admission des résidences autonomie ;
  - Comité de pilotage du CLIC ;
  - Comité de pilotage évaluation interne CLIC,
  - Comité de pilotage évaluation interne des résidences,
  - Comité de pilotage évaluation interne du service d'aide et d'accompagnement à domicile,
  - Comité de pilotage projet de service d'aide et d'accompagnement à domicile,
  - Comité de pilotage projet de service du CLIC,
  - Comité de pilotage projet de service du SSIAD,
  - Projets d'établissement des résidences autonomie,
  - Projets de service aide et accompagnement à domicile ;
- Des conseils de vie sociale :
  - Résidence Autonomie Saint-Filleul ;
  - Résidence Autonomie Rose des Sables ;
  - Résidence Autonomie Trianon ;
  - Résidence Autonomie Bonvoisin ;

Suite à la démission de Monsieur Stéphane MARTOT de son poste d'Administrateur du C.C.A.S. de Rouen qui a conduit au renouvellement de l'intégralité des Administrateurs Elus, il convient de procéder au renouvellement des représentants des Administrateurs.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU le Décret n°2004-287 du 25 mars 2004 relatif au conseil de vie sociale et aux autres formes de participations institués à l'article L. 311-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les Articles L. 311-6, R.123-18 et D.311-3 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les Articles L. 1411-5 et L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT qu'à la suite du renouvellement des membre Elus du Conseil d'Administration, il y a lieu de désigner de nouveau les représentants dans les différentes instances au sein desquelles il est prévu une représentation du C.C.A.S. de Rouen.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, désigne la représentation suivante auprès :

▪ **De différentes instances :**

- Union Nationale des C.C.A.S.
  - Titulaire : Caroline DUTARTE
  - Suppléant : Jean DE BEIR
- Union Départementale des C.C.A.S. :
  - Titulaire : Caroline DUTARTE
  - Suppléant : Jean DE BEIR
- Commission Fonds d'Aide au Jeune – Mission Locale :
  - Titulaire : Hortense HECTOR
  - Suppléante : Martine LELAIT
- Carrefour des Solidarités :
  - Titulaire : Caroline DUTARTE
  - Suppléante : Zohra AMIMI
- Fédération des Acteurs de Solidarité :
  - Titulaire : Amèle MANSOURI
  - Suppléante : Caroline DUTARTE
- Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale « DAC YREN » :
  - Titulaire : Marie DESBORDES
  - Suppléante : Caroline DUTARTE

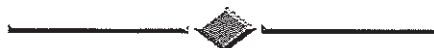
▪ **De la Commission d'Appel d'Offres :**

- Présidente : Caroline DUTARTE
- Titulaires : Marie DESBORDES, Zohra AMIMI, Jean-Pierre TREDET, Jean DE BEIR, Félicie RENON



- **De la commission Permanente d'Allocation Communales de Solidarité :**
  - Présidente : Caroline DUTARTE
  - Titulaires : Zohra AMIMI, Jean DE BEIR, Martine LELAIT, Françoise MARCASSIN, Geneviève LARMARAUD, Félicie RENON
  
- **Des commissions consultatives :**
  - Dispositif des Allocations Communales de Solidarité :
    - Titulaire : Martine LELAIT
    - Suppléantes : Marie-Françoise MARCASSIN, Geneviève LARMARAUD
  
  - Commission d'admission des résidences autonomie :
    - Titulaire : Marie DESBORDES
    - Suppléante : Amèle MANSOURI
  
  - Comité de pilotage du CLIC :
    - Titulaire : Caroline DUTARTE
    - Suppléante : Marie DESBORDES
  
  - Comité de pilotage évaluation interne CLIC :
    - Titulaire : Caroline DUTARTE
    - Suppléante : Marie DESBORDES
  
  - Comité de pilotage évaluation interne des résidences :
    - Titulaire : Marie DESBORDES
    - Suppléante : Amèle MANSOURI
  
  - Comité de pilotage évaluation interne du service d'aide et d'accompagnement à domicile :
    - Titulaire : Marie DESBORDES
    - Suppléante : Béatrice BOCHET
  
  - Comité de pilotage projet de service d'aide et d'accompagnement à domicile :
    - Titulaire : Marie DESBORDES
    - Suppléante : Béatrice BOCHET
  
  - Comité de pilotage projet de service du CLIC
    - Titulaire : Caroline DUTARTE
    - Suppléante : Marie DESBORDES
  
  - Comité de pilotage projet de service du SSIAD
    - Titulaire : Marie DESBORDES
    - Suppléante : Béatrice BOCHET
  
  - Projets d'établissement des résidences autonomie
    - Titulaire : Marie DESBORDES
    - Suppléante : Amèle MANSOURI
  
- **Des conseils de vie sociale :**
  - Résidence Autonomie Saint-Filleul :
    - Titulaire : Marie DESBORDES
    - Suppléante : Katherine COEUFF
  
  - Résidence Autonomie Rose des Sables :

- Titulaire : Marie DESBORDES
- Suppléante : Annick LAMBARD
  
- o Résidence Autonomie Trianon :
  - Titulaire : Marie DESBORDES
  - Suppléante : Zohra AMIMI
  
- o Résidence Autonomie Bonvoisin :
  - Titulaire : Marie DESBORDES
  - Suppléante : Elisabeth ALAZARD



## **6. Adoption du règlement intérieur du C.C.A.S.**

Conformément à l'article R.123-19 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration du CCAS établit son règlement intérieur, afin d'organiser son fonctionnement interne dans le respect des règles préalablement fixées par les articles L.123-4 à L.123-9 et R.123-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles. Le règlement intérieur est destiné à régler tous les points qui ne l'ont pas été par les textes régissant le fonctionnement du CCAS (principalement les articles L.123-4 à L.123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles). Il contient des dispositions réglant le fonctionnement interne du Conseil d'Administration du CCAS.

Le règlement intérieur du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen précise notamment les modalités de fonctionnement telles que la composition du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen, les missions et les pouvoirs du Conseil d'Administration, l'organisation des séances du Conseil d'Administration, mais également les modalités de fonctionnement des différentes commissions, ainsi que diverses dispositions.

Lors de sa séance du 25 avril 2024 le Conseil d'Administration a effectué son renouvellement de membres Elus, il convient par la suite pour les membres du Conseil d'adopter le règlement intérieur du C.C.A.S qui est annexé à la présente délibération.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU la Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale modifiant le code de l'action sociale notamment en son article 123-6,

VU l'Ordonnance 2021-1310 du 7 octobre 2021 et le Décret n°2021 -1311 réformant les règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements

VU l'Article R. 123-19 du Code de l'Action Sociale et des Familles précisant que le Conseil d'Administration établit son règlement intérieur,

VU l'Article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant que le Conseil Municipal établit son règlement intérieur dans les six mois suivant son installation,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 25 avril 2024 relative à l'installation du Conseil

d'Administration du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'administration du C.C.A.S. de Rouen relative l'adoption du règlement intérieur du C.C.A.S. et modification du règlement des aides sociales facultatives,

VU le projet de règlement intérieur du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT que les textes ne précisent pas les délais dans lesquels le règlement intérieur du C.C.A.S doit être voté,

CONSIDÉRANT que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit le vote du règlement intérieur du Conseil Municipal dans le 6 mois suivant son installation,

CONSIDÉRANT que les CCAS/CCIAS doivent se conformer dans la mesure du possible aux règles régissant la tenue des registres communaux.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Adopte le règlement intérieur du Conseil d'Administration annexé à la présente délibération



## **7. Délégations de pouvoir consenties par le Conseil d'Administration**

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président et à sa Vice-Présidente lors de la séance du vendredi 24 novembre 2023.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN**

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 24 novembre 2023 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

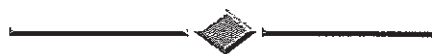
VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période du mois de mars 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte du compte rendu annexé



#### **8. Motion - Alerte sur la situation budgétaire critique des établissements et services autonomie à domicile**

13 fédérations et associations du secteur grand âge, dont la FNADEPA à laquelle le CCAS est adhérent, ont organisé le lundi 22 avril 2024, une conférence de presse commune pour alerter solennellement les pouvoirs publics et l'opinion, sur la situation budgétaire critique des établissements et services autonomie à domicile. Depuis le début de l'année 2022, les organisations professionnelles et fédérations nationales n'ont cessé d'alerter les pouvoirs publics sur la profonde et rapide dégradation de la situation budgétaire des établissements et services publics et privés à but non lucratif. Plus de 75 % des établissements et services à domicile vont clôturer l'exercice 2023 avec un résultat déficitaire.

Lors de cette conférence de presse, ces fédérations et associations ont dénoncé un système à bout de souffle, une situation inédite entraînant un risque de disparition de l'offre, une accélération de la déconnexion entre les recettes et les dépenses, et des directeurs et directrices désarmés et affectés par cette crise qui les dépasse. La généralisation d'une situation budgétaire très dégradée est liée à des causes conjoncturelles et structurelles qui se cumulent, à savoir :

- Le financement incomplet voire absent de certaines des nécessaires mesures de revalorisation salariale ;
- La déconnexion entre l'évolution des dépenses affectées par l'inflation (notamment sur l'énergie, l'alimentation...) et celle des tarifs votés par les conseils départementaux ;
- Des surcoûts liés à l'augmentation des taux d'intérêts des emprunts.

Aucune de ces causes ne relève de la responsabilité des établissements et services, qui ne disposent d'aucune marge de manœuvre, ni en ce qui concerne des dépenses qui s'imposent à eux, ni en ce qui concerne les recettes, car les tarifs et enveloppes budgétaires, sous-indexés depuis de nombreuses années, sont fixées par l'Etat et les Départements.

En 2023, cette situation de crise budgétaire inédite a donné lieu à la mise en place dans chaque département de commissions de suivi des établissements et services en difficulté et à la mobilisation d'un fonds d'urgence de 100 M€. Le montant de ce fonds, très insuffisant, n'a permis de soutenir, via des aides en trésorerie, que les EHPAD ou SAD dans les situations les plus critiques. Les résidences autonomie et les SSIAD n'étaient par ailleurs pas inclus dans le périmètre de cette commission.

De plus, au sein des établissements et services, les dépenses de personnel représentent entre 75 et 90 % des dépenses. Tous les rapports publiés ces dernières années convergent pour souligner la nécessité d'un renforcement majeur des temps d'accompagnement auprès des personnes âgées.

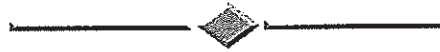
Dans ce contexte, sans ressources supplémentaires, les organisations professionnelles et fédérations alertent solennellement les pouvoirs publics et l'opinion publique sur un risque fort de dégrader la qualité de l'accompagnement et de mettre en cause la survie même d'un grand nombre d'établissements et services.

La situation budgétaire des établissements et services médico-sociaux gérés par le C.C.A.S. de Rouen, telle que présentée dans les délibérations de ce Conseil d'Administration, soumettant les comptes administratifs 2023 des budgets annexes à l'avis de ces administrateurs, ne fait que confirmer ces éléments d'alerte nationale

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :**

- **Adopte la motion visant à alerter sur la situation budgétaire critique des établissements et services autonomie à domicile du C.C.A.S. de Rouen**
- **Appelle à une action immédiate et volontariste des pouvoirs publics et demande que soit prises les décisions suivantes :**
  - **Au niveau national**
    - Une augmentation des budgets en cohérence avec l'augmentation des salaires et des prix en 2023 et 2024 ;
    - La confirmation de l'élaboration d'une Loi autonomie demandée par les parlementaires et acteurs de terrain prévoyant les moyens budgétaires et humains nécessaires pour faire face aux évolutions démographiques ;
    - Une réévaluation du forfait autonomie pour les résidences autonomie.
  - **Au niveau des départements**
    - L'augmentation des tarifs en lien avec les taux d'évolution des salaires et des prix en 2023 et 2024 et les coûts de revient des services.
- **Autorise la transmission de la présente motion à l'Agence Régionale de Santé (ARS), au Conseil départemental, aux parlementaires de la circonscription, à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités et à la ministre déléguée chargée des Personnes âgées et des Personnes handicapées, ainsi qu'à la FNADEPA**



*Arrivée de Mme LAMBARD.*

*Présentation du PowerPoint des rapports financiers par le chargé de mission budgétaire du CCAS de Rouen en annexe du présent Procès-verbal.*

## **9. Compte de gestion 2023 du budget des résidences autonomie**

Avant l'adoption du compte administratif 2023, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion du Trésorier Principal Municipal.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion 2023 des Résidences Autonomie présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

Il est rappelé :

- Que le Conseil d'Administration, s'est fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal,
- Qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Ledit compte de gestion est annexé à la présente délibération.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médicaux sociaux,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2023 tenu par le Trésorier Principal Municipal,

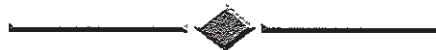
CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion 2023 sont identiques,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023,
2. Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
3. Approuve la comptabilité des valeurs inactives,
4. Déclare que le compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier Principal Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires



### **10. Compte de gestion 2023 du budget du CLIC des aînés**

Avant l'adoption du compte administratif 2023, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion du Trésorier Principal Municipal.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion du CLIC présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

Il est rappelé :

- Que le Conseil d'Administration s'est fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal,
- Qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures

Ledit compte de gestion est annexé à la présente délibération.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médicaux sociaux,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2023 tenu par le Trésorier Principal Municipal,

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion 2023 sont identiques,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023,
2. Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
3. Approuve la comptabilité des valeurs inactives,



4. Déclare que le compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier Principal Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires.



## **11. Compte de gestion 2023 du budget prestataire**

Avant l'adoption du compte administratif 2023, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion 2023 du Trésorier Principal Municipal.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion 2023 du budget Prestataire présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

Il est rappelé :

- Que le Conseil d'Administration, s'est fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal.
- Qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Ledit compte de gestion est annexé à la présente délibération.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médicaux sociaux,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2023 tenu par le Trésorier Principal Municipal,

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de



chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion 2023 sont identiques,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023,
2. Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
3. Approuve la comptabilité des valeurs inactives,
4. Déclare que le compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier Principal Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires.



## **12. Compte de gestion 2023 du budget du S.S.I.A.D.**

Avant l'adoption du compte administratif 2023, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion du Trésorier Principal Municipal.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion 2023 du budget du SSIAD présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

Il est rappelé :

- Que le Conseil d'Administration, s'est fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal,
- Qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Ledit compte de gestion est annexé à la présente délibération.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médicaux sociaux,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2023 tenu par le Trésorier Principal Municipal,

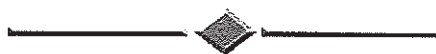
CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion 2023 sont identiques,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023,
2. Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
3. Approuve la comptabilité des valeurs inactives,
4. Déclare que le compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier Principal Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires.



### **13. Compte de gestion 2023 du budget de l'ESA**

Avant l'adoption du compte administratif 2023, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion du Trésorier Principal Municipal.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion 2023 du budget de l'ESA présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

Il est rappelé :

- Que le Conseil d'Administration, s'est fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de

l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal,

- Qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Ledit compte de gestion est annexé à la présente délibération.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médicaux sociaux,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2023 tenu par le Trésorier Principal Municipal,

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

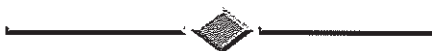
CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion 2023 sont identiques,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023,
2. Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
3. Approuve la comptabilité des valeurs inactives,
4. Déclare que le compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier Principal Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et

documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires.



#### **14. Compte de gestion 2023 de l'EHPAD la PLÉIADE**

Avant l'adoption du compte administratif 2023, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion du Trésorier Principal Municipal.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion du budget EHPAD « La Pléiade » présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

Il est rappelé :

- Que le Conseil d'Administration s'est fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal,
- Qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Ledit compte de gestion est annexé à la présente délibération.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable applicable aux établissements publics sociaux et médicaux sociaux,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2023 tenu par le Trésorier Principal Municipal,

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion 2023 sont identiques,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023,
2. Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
3. Approuve la comptabilité des valeurs inactives,
4. Déclare que le compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier Principal Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires.



*Monsieur le Président annonce qu'ayant un impératif d'agenda il doit quitter la séance du Conseil d'Administration ; ainsi Mme la Vice-Présidente présidera la suite de la séance.*

#### **15. Compte administratif 2023 du budget des résidences autonomie**

Les résultats 2023 du budget des Résidences sont décrits ci-dessous :

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Exécution de l'exercice 2023	Dépenses	2 868 118,18	218 942,08
	Recettes	2 800 719,38	257 103,08
	Résultats de l'exercice	-67 398,80	38 161,00
Résultat cumulés des exercices précédents		68 906,65	731 021,84
<b>Résultat de clôture de l'exercice 2023</b>		<b>1 507,85</b>	<b>769 182,84</b>
Solde des restes à réaliser (RAR) 2023		0,00	32 087,75
<b>Résultat de clôture avec intégration des RAR</b>		<b>1 507,85</b>	<b>737 095,09</b>

La section de fonctionnement présente un résultat excédentaire de 1 507,85 € pour l'exercice 2023.

Le résultat de la section d'investissement est de 38 161,00 € pour l'exercice 2023, cumulé au résultat incorporé de 731 021,84 €, le résultat à affecter est de 769 182,84 €.

Le montant constaté des restes à réaliser en investissement est de 32 087,75 €.

#### Présentation de la section de fonctionnement



Fonctionnement	CA- 2022	Total voté 2023	CA- 2023	Taux d'exécution 2023	Evol.% CA22 / CA23
<b>Dépenses</b>	<b>2 620 641.44 €</b>	<b>3 028 010.00 €</b>	<b>2 868 118.18 €</b>	<b>94.72%</b>	<b>9.44%</b>
Groupe 1 - 011 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	950 053.32 €	1 067 287.00 €	987 294.05 €	92.51%	3.92%
Groupe 2 - 012 - Dépenses afférentes au personnel	847 221.73 €	992 107.00 €	980 742.25 €	98.85%	15.76%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	572 952.35 €	730 083.00 €	664 303.55 €	90.99%	15.94%
Groupe 3 - 016 - Dépenses d'ordre	250 414.04 €	238 533.00 €	235 778.33 €	98.85%	-5.84%
<b>Recettes</b>	<b>2 689 548.09 €</b>	<b>3 028 010.00 €</b>	<b>2 800 719.38 €</b>	<b>94.65%</b>	<b>4.13%</b>
002 - Résultat d'exploitation reporté		68 906.65 €	pas d'exécution		
Groupe 1 - 017 - Produits de la tarification	1 513 990.64 €	1 559 807.00 €	1 570 172.52 €	100.66%	3.71%
Groupe 2 - 018 - Autres produits relatifs à l'exploitation	1 114 473.21 €	1 328 501.35 €	1 164 890.08 €	87.68%	4.52%
Groupe 3 - 019 - Prod. financiers, prod. except. et non encaissables	1 727.46 €	0.00 €	0.00 €	0.00%	-100.00%
Groupe 3 - 019 - Recettes d'ordre	59 356.78 €	70 795.00 €	65 656.78 €	92.74%	10.61%

### Dépenses :

Le taux d'exécution global pour l'année 2023 est de 94,72%.

L'exécution fait apparaître une augmentation des dépenses de fonctionnement de 9,44 % entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des dépenses se répartit de la manière suivante entre les différents chapitres budgétaires :

- Groupe 1 -Chapitre 011 : en augmentation de 37 240,73 €, soit +3,92 %

Deux éléments modifient la comparaison de l'exercice 2023 avec l'exercice 2022 sur ce chapitre budgétaire :

- o L'effet comptable de rattachements non soldés et annulés sur l'exercice 2022 pour 157 K€.
- o Le transfert de l'achat des chèques déjeuners au groupe 2 – charges de personnels – pour 48,4 K€ en 2023.

Après une année 2022 qui avait vu le coût des énergies s'envoler (+78% entre 2021 et 2022), l'exécution enregistrée en 2023 pour les dépenses d'eau et de gaz enregistre une baisse de -35% soit -139 K€. Cela est dû notamment au raccordement de deux résidences au réseau de chaleur de la Petite Bouverie. Les dépenses d'électricité sont en revanche en augmentation de 51,5K€ soit +41% à cause de l'effet conjugué de factures 2022 réglées sur l'exercice 2023 et du tarif élevé pratiqué par le fournisseur.

Le montant des prestations d'alimentation aux résidents avait été minoré par le solde de rattachements non consommés en 2022 et l'exécution globale s'était élevée à 424,7 K€. En 2023, l'exécution constatée sur ce poste de dépenses est de 471,3 K€, soit une augmentation de 11%, qui s'explique par l'inflation sur les prix de l'alimentation

Il est à noter que les dépenses relatives à la téléassistance, dans le cadre du marché renouvelé avantagusement début 2023, sont en baisse de près de 3K€ soit -11%.

- Chapitre 012 : en augmentation de 133 520,52 €, soit +15,76%

L'exécution des dépenses de personnel en 2023 rend compte des diverses mesures salariales qui se sont appliquées au cours de l'exercice :

- o Revalorisation du point d'indice de la fonction publique de 1,5% en année pleine,
- o Bonus indiciaires pour les agents de catégorie C en année pleine,
- o Versement de la prime pouvoir d'achat selon certains critères de rémunération,

- Versement du Complément de Traitement Indiciaire (CTI) en année pleine, avec un rattrapage pour la période d'avril à décembre 2022.

De plus, des postes d'animateurs, vacants au cours de l'année 2022, ont été pourvus en 2023, et l'achat des chèques déjeuners a été transféré au présent groupe de dépenses, pour 48,4K€. Hors transfert des chèques déjeuner au présent groupe de dépenses, l'augmentation des dépenses de personnels se fixe à +86,4 K€ soit +10,2 % en 2023.

- Chapitre 016 : en augmentation de 91 351,20 € soit +15,94 %

Un effet comptable lié aux rattachements non soldés et annulés sur l'exercice 2022 pour 60,2 K€ (taxe foncière et autres impôts locaux) fausse également la comparaison sur ce groupe de dépenses.

La hausse des dépenses de structure en 2023 est principalement due à l'augmentation de la redevance Habitat 76 pour la résidence Rose des Sables, car l'emprunt contracté par le bailleur social pour financer la construction de la résidence Rose des Sables est indexé sur le taux du livret A, en hausse en 2023. Il en résulte que la redevance annuelle demandée au CCAS par le bailleur a augmenté de 37 K€ entre 2022 et 2023, pour se fixer à 355,8 K€ en 2023.

Les dépenses concernant la maintenance et l'entretien des résidences sont en augmentation de 25,9K€ en 2023, soit +21,15%. Des travaux de réfection générale des parties communes de la résidence Trianon ont notamment été réalisés pour 49,6 K€. Ces charges sont refacturées par la ville au budget des résidences.

Les cotisations aux assurances progressent de +12% soit 3K€.

En revanche, les autres charges de gestion et les charges exceptionnelles (remboursements divers, annulation de titres de recettes sur exercices antérieurs...) diminuent de près de 69% soit -17,2 K€.

- Dépenses d'ordre : en diminution de 14 635,71 €, soit -5,84 %

La diminution du montant de la dotation aux amortissements provient de l'amortissement total en 2023 de certains biens acquis au cours des exercices antérieurs. Cette dotation vient financer la section d'investissement.

## **Recettes :**

Le taux d'exécution pour l'année 2023 est de 94,65 %.

L'exécution fait apparaître une augmentation des recettes de fonctionnement de +4,13 % entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des recettes se répartit de la façon suivante entre les différents chapitres budgétaires :

- Groupe 1 - Chapitre 017 : en augmentation de 56 181,88 €, soit +3,71%

Le taux d'occupation moyen des 4 résidences, de 92% en 2022, s'établit à 91,9 % pour 2023. Cette très légère diminution du taux d'occupation est amplement compensée par l'augmentation des loyers de 5,14%, taux directeur fixé à l'arrêté 23 décembre 2022 relatif aux prix des prestations d'hébergement des établissements accueillant des personnes âgées. Les recettes locatives facturées aux résidents sont par conséquent en augmentation de +42,8K€ par rapport à 2022.

De plus, les produits de la CAF (+10 K€) et les aides du Département (aide sociale et aide humaine) sont en hausse (+3,3 K€).

- Chapitre 018 : en augmentation de 50 416,87 €, soit +4,52 %

La hausse constatée sur les autres produits d'exploitation s'explique par la participation de 77,8 K€ du Département de la Seine-Maritime au titre du Complément de Traitement Indiciaire (CTI) sur la période avril 2022 – décembre 2023.

En revanche, le forfait autonomie versé par le Département subit une légère diminution en 2023 de -1,4 K€ (-



1,54%) et s'établit à 91,5 K€ pour les quatre résidences.

Un remboursement du fournisseur de gaz au titre du bouclier tarifaire énergie 2022 / 2023 permet de constater une recette non inscrite au budget, d'un montant de 87 K€.

La valorisation des prestations de blanchisserie effectuées pour le compte du SSIAD et de l'administration générale du CCAS représente une recette nouvelle de 11,6 K€ au budget des résidences par rapport à l'exercice précédent.

Avec des recettes propres en augmentation, la participation du budget principal du CCAS au budget des résidences a pu être diminuée de 137 K€ en 2023, après deux années d'augmentation :

Commentaire	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evol € CA22 / CA23
Bonvoisin	40 949,62	82 089.38	0.00	37 820.12	37 820.12
St Filleul	89 371,85	133 128.32	167 942.58	107 991.00	- 59 951.58
Rose des Sables	188 751,09	199 523.00	290 019.68	224 914.43	- 65 105.25
Trianon	85 542,86	98 953.35	144 823.04	95 024.27	- 49 798.77
<b>Total</b>	<b>404 615,42</b>	<b>513 694.05</b>	<b>602 785.30</b>	<b>465 749.82</b>	<b>-137 035.48</b>

- Chapitre 019 : en diminution de -1 727,46 € soit -100,00 %

Aucune recette exceptionnelle n'est constatée à l'exercice 2023.

- Recettes d'ordre : en augmentation de 6 300,00 € soit +10,61 %

Ces recettes inscrites en recettes d'ordre correspondent à l'amortissement de plusieurs subventions d'équipement reçues sur les exercices antérieurs, qui continuent à s'amortir selon le rythme du bien qu'elles ont financé. Elles sont calculées selon les subventions d'investissement perçues lors de l'exercice N-1 (2022), qui a vu le budget des résidences percevoir 63 K€ (St Filleul) pour financer des travaux de rénovation complète de plusieurs chambres.

#### Présentation de la section d'investissement

Investissement	CA- 2022	Total vote 2023	CA- 2023	Taux d'exécution 2023	Evol.% CA22 / CA23
<b>Dépenses</b>	<b>275 171.28 €</b>	<b>989 273.84 €</b>	<b>218 942.08 €</b>	<b>22.13%</b>	<b>-20.43%</b>
16 - Emprunts et dettes assimilées	29 405.81 €	39 921.00 €	29 245.80 €	73.26%	-0.54%
21 - Immobilisations corporelles	186 408.69 €	878 557.84 €	124 039.50 €	14.12%	-33.46%
13 - Subventions d'investissement (ordre)	59 356.78 €	70 795.00 €	65 656.78 €	92.74%	10.61%
<b>Recettes</b>	<b>329 320.08 €</b>	<b>989 273.84 €</b>	<b>257 103.08 €</b>	<b>99.56%</b>	<b>-21.93%</b>
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement	0.00 €	731 021.84 €	pas d'exécution		



reporté					
10 - Dotations, fonds divers et réserves	925.84 €	3 719.00 €	3 719.25 €	100.01%	301.72%
13 - Subventions d'investissement	63 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00%	-100.00%
16 - Emprunts et dettes assimilées	14 980.20 €	16 000.00 €	17 605.50 €	110.03%	17.53%
28 - Amortissement des immobilisations (ordre)	250 414.04 €	238 533.00 €	235 778.33 €	98.85%	-5.84%

### Dépenses :

Le taux d'exécution des dépenses d'investissement pour l'année 2023 est de 22,13 %.

L'exécution fait apparaître une diminution des dépenses de -20,43% entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des dépenses d'investissement est la suivante :

- Chapitre 16 : en diminution de -160,01 €, soit -0,54%

Les remboursements pour les deux emprunts contractés auprès de la CARSAT à taux 0% sont stables. Par conséquent, cette variation minime s'explique par les remboursements de cautions en baisse pour les résidents qui sont sortis des résidences autonomie en 2023 par rapport à 2022.

- Chapitre 21 : en diminution de -62 369,19 € soit -33,46 %

Les acquisitions et les travaux immobilisés sont globalement en baisse sur l'exercice 2023 :

- o Les travaux et aménagements : une baisse de 75,4K€ est constatée lors de l'exercice 2023,
- o Les acquisitions de mobiliers : achat d'un canapé, de fauteuils et de tables basses pour 6,3 K€, acquisitions de mobiliers divers pour 4,3 K€,
- o Les acquisitions d'équipements médicaux : achat de 4 sièges de relevage pour 19 K€,
- o Les acquisitions de matériels divers : Lave-linge professionnel pour 4,5K€, achat d'une armoire froide et de réfrigérateurs pour 4,2K€, acquisitions de divers jeux (babyfoot, jeux en bois) pour 1,6 K€.

- Chapitre 13 : Dépenses d'ordre : en augmentation de 6 300,00 € soit +10,61%

La perception de subventions d'investissement sur l'exercice antérieur augmente les dépenses d'ordre d'investissement. Celles-ci ont pour contrepartie une recette d'ordre de fonctionnement au chapitre 019 présenté ci-dessus dans la partie « recettes de fonctionnement ». L'augmentation s'explique par la subvention de 63 K€ versée du budget principal du CCAS pour financer l'investissement de la résidence St Filleul.

### Recettes :

Le taux d'exécution des recettes d'investissement pour l'année 2023 est de 99,56 %, hors résultat d'investissement reporté, qui n'entraîne pas d'exécution.

L'exécution fait apparaître une diminution des recettes d'investissement de -21,93% entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des recettes d'investissement s'explique de la façon suivante entre les différents chapitres budgétaires :

- Chapitre 10 : en augmentation de 2 793,41 €, soit +301,72 %

Le montant accordé au titre du FCTVA (Fonds de Compensation pour la TVA) est en augmentation en 2023. Il est calculé selon le montant des acquisitions éligibles de l'exercice N-2.

- Chapitre 13 : en diminution de -63 000,00 € soit -100,00 %

Aucune subvention d'investissement n'a été perçue lors de l'exercice 2023.

- Chapitre 16 : en augmentation de 2 625,30 €, soit +17,53 %

Une augmentation de 2,6K€ des dépôts de cautions versées à l'arrivée dans les résidences est constatée en 2023.

- Recettes d'ordre : en diminution de -14 635,71 €, soit -5,84 %

Les recettes d'ordre correspondent aux dotations aux amortissements qui proviennent de la section de fonctionnement. Du fait de l'amortissement total en 2022 de plusieurs biens amortissables, cette dotation diminue de 14 635,71 €, soit -5,84% en 2023.

Ledit compte administratif est annexé à la présente délibération.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 25 avril 2024 qui approuve le compte de gestion 2023 des Résidences,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget des Résidences dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote du compte administratif 2023 du budget des Résidences pour l'exercice 2023.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve le compte administratif 2023, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,

RÉCAPITULATIF		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Exécution de l'exercice 2023	Dépenses	2 868 118,18	218 942,08
	Recettes	2 800 719,38	257 103,08
	Résultats de l'exercice	-67 398,80	38 161,00
Résultat cumulés des exercices précédents		68 906,65	731 021,84
<b>Résultat de clôture de l'exercice 2023</b>		<b>1 507,85</b>	<b>769 182,84</b>
Solde des restes à réaliser (RAR) 2023		0,00	32 087,75
<b>Résultat de clôture avec intégration des RAR</b>		<b>1 507,85</b>	<b>737 095,09</b>

2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
3. Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de la présente délibération.



## 16. Compte administratif 2023 du budget du CLIC des aînés

Vous trouverez ci-dessous les résultats du compte administratif du CLIC pour l'exercice 2023 :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	412 457,32	348 972,87
	Section d'investissement	704,25	4 763,40
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	64 777,37
	Report en section d'investissement	0,00	24 529,26
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	412 457,32	413 750,24
	Section d'investissement	704,25	29 292,66
	TOTAL CUMULE	413 161,57	443 042,90

Le solde d'exécution de la section d'investissement fait ressortir un excédent de 4 059,15 € au titre de l'exercice 2023. En incorporant le solde de la section d'investissement 2023, le résultat à affecter en 2024 est de 28 588,41 €.

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 63 484,45 € pour l'année 2023. En incorporant le solde de la section de fonctionnement 2023, le résultat à affecter en 2024 est de 1 292,92 €.

Le budget du CLIC comporte deux sections, une section de fonctionnement et une section d'investissement :

### Section de fonctionnement

Fonctionnement	CA - 2022	Total voté 2023	CA- 2023	Taux d'exécution 2023	Evol. % CA 22 / CA 23
<b>Dépenses</b>	<b>290 838.98</b>	<b>423 181.37</b>	<b>412 457.32 €</b>	<b>97.47%</b>	<b>41.82%</b>
Groupe 1 - 011 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 913.14	29 828.37	28 040.84 €	94.01%	117.15%
Groupe 2 - 012 - Dépenses afférentes au personnel	249 952.32	310 137.00	303 458.56 €	97.85%	21.41%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	23 210.12	78 117.00	76 194.52 €	97.54%	228.28%

Groupe 3 - 016 - Dépenses d'ordre	4 763.40	5 099.00	4 763.40 €	93.42%	0.00%
<b>Recettes</b>	<b>255 191.39</b>	<b>423 181.37</b>	<b>348 972.87 €</b>	<b>97.37%</b>	<b>36.75%</b>
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	0.00	64 777.37	pas d'exécution		
Groupe 2 - 018 - Autres produits relatifs à l'exploitation	255 191.39	358 404.00	348 972.87 €	97.37%	36.75%

### Dépenses :

Le taux d'exécution global est de 97,47 %.

L'exécution fait apparaître une augmentation des dépenses de fonctionnement de 41,82 %, soit +121 618,34 €, qui se répartissent sur les chapitres ci-dessous :

- Groupe 1 - Chapitre 011 – dépenses d'exploitation courante : en augmentation de 117,15%, soit +15 127,70 €

Cette nette augmentation des dépenses d'exploitation s'explique par le nombre de projets assurés par le CLIC au cours de l'année 2023, qui ont reçu un financement de la C.F.P.P.A. (Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie) à destination des aînés : séances de chant choral, sophrologie, réflexologie, sorties marche et course à pied, ateliers de gymnastique, yoga... Ces dépenses augmentent de 21,5 K€ par rapport à 2022.

L'achat des chèques déjeuner du personnel a été transféré en 2023 au budget du personnel. Cela représente une diminution de 6,5 K€ sur ce chapitre de dépenses.

- Groupe 2 - Chapitre 012 – dépenses de personnel : en augmentation de 21,41 % soit +53 506,24 €

Pour mettre en place son action de « guichet intégré » au service des aînés du territoire de Rouen, le CLIC a bénéficié de 0,5 ETP supplémentaires, transférés depuis le budget principal du C.C.A.S. en 2023. C'est la raison principale qui explique l'augmentation de plus de 21 % des dépenses de personnels.

Par ailleurs, les mesures de revalorisations salariales et du pouvoir d'achat ont également influé sur la masse salariale du CLIC en 2023 :

- o Revalorisation du point d'indice de la Fonction Publique de 1,5% en année pleine,
- o Effet des reclassement d'aides-soignants en catégorie B en année pleine,
- o Bonus pour les agents de catégorie C en année pleine,
- o Prime Pouvoir d'Achat versée en décembre 2023 en fonction de certains critères de rémunération.

De plus, le transfert de l'achat des tickets restaurant au présent groupe 2 représente un montant de +7.5 K€ par rapport à l'exercice 2022. Hors dépenses liées à l'achat des chèques déjeuner, l'augmentation des dépenses de personnels s'établit à +46 K€, soit +18,42%.

- Chapitre 016 – dépenses de structure : en augmentation de 228,28 % soit +52 984,40 €

Cette évolution significative est en réalité une mesure de prudence, puisque le CLIC a constitué une provision pour la somme de 43 785 €, représentant une année de salaire chargé d'un agent pour lequel le financement de la C.F.P.P.A. ne sera pas renouvelé à l'exercice 2024. Cette somme a par conséquent été mise en réserves et servira à financer le poste de cet agent au budget 2024.

Hors effet de cette provision, les dépenses de structure sont en hausse de 9,2K€ soit +39%. Cela est dû



notamment à :

- L'augmentation de certaines charges de fonctionnement : loyer et charges locatives de la Maison Des Aînés (+1,7K€), maintenance informatique (+1.3K€), cotisations d'assurance (+0.5K€), entretien de 2 véhicules au lieu d'un seul en 2022 (+0.5 K€).
- La commande d'un vidéoclip promotionnel dans le cadre d'un projet financé par la C.F.P.P.A. pour 5 K€.

- Groupe 3 - Opérations d'ordre : stables à hauteur de 4 763,40 €

Les dotations aux amortissements des immobilisations n'ont pas évolué en 2023. L'amortissement des biens acquis lors des exercices antérieurs se poursuit. Ces dotations viennent financer la section d'investissement.

### Recettes :

Le taux d'exécution global est de 97,37% hors résultat reporté. L'exécution fait apparaître une augmentation globale des recettes de fonctionnement de +36,75 % (soit +93 781,48 €), qui se répartit de la façon suivante :

- Groupe 2 - Chapitre 018 – Autres produits relatifs à l'exploitation : en augmentation de 36,75 % soit +93 781,48 €

En 2023, le CLIC a perçu les subventions suivantes :

- Du Département de la Seine-Maritime :
  - 148 019 € correspondant à la dotation de fonctionnement relative au C.P.O.M. (contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, comprenant la dotation CTI – complément indiciaire de traitement),
  - 7 933 € au titre du rattrapage CTI pour l'exercice 2022,
  - 12 338 € et 43 114 € dédiés au programme de prévention de la perte d'autonomie et l'accompagnement des personnes âgées,
  - 22 936 € au titre du projet de guichet intégré,
  - 14 018 € pour l'aide à la mobilité en faveur des publics les plus fragiles,
  - 4 600 € en vue de financer les activités de chant choral.
- Du C.C.A.S. :
  - 95 747 € correspondant à la subvention de fonctionnement versée du budget principal du C.C.A.S.
- De l'A.R.S. :
  - 2 510 € pour le financement de la conférence autour du syndrome de Diogène.

Enfin, sont comptabilisés dans ce chapitre les remboursements sur rémunérations de l'assurance statutaire du personnel ainsi que la part salariale des chèques déjeuner.

### Section d'investissement

Investissement	CA - 2022	Total vote -2023	CA- 2023	Taux d'exécution 2023	Evol% CA 22 / CA 23
----------------	-----------	------------------	----------	--------------------------	------------------------

Dépenses	0.00	29 628.26	704.25 €	6.97%	100.00%
20 - Immobilisations incorporelles	0.00	500.00	- €	0.00%	0.00%
21 - Immobilisations corporelles	0.00	9 599.00	704.25 €	7.34%	100.00%
003 - Excédent prévisionnel d'investissement	0.00	19 529.26	Pas d'exécution		
Recettes	4 874.67	29 628.26	4 763.40 €	93.42%	-2.28%
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00	24 529.26	Pas d'exécution		
10 - Dotations, fonds divers et réserves	111.27	0.00	- €	0.00%	-100.00%
28 - Amortissement des immobilisations	4 763.40	5 099.00	4 763.40 €	93.42%	0.00%

**Dépenses :**

- Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles : pas d'exécution
- Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : 704,25 € soit +100,00 %

Acquisition de divers mobiliers pour 0,7 K€ (armoire haute et bouilloire).

**Recettes :**

Le taux d'exécution global est de 93,42 %.

L'exécution fait apparaître une diminution des recettes d'investissement de -2,28 % qui se répartit sur les chapitres ci-dessous :

- Chapitre 10 – dotations, fonds et réserves : il n'est pas constaté de versement du F.C.V.T.A. (Fonds de Compensation pour la TVA) en 2023. Celui-ci est calculé par l'Etat sur la base des dépenses d'investissement éligibles de l'exercice N-2.
- Chapitre 28 – opérations d'ordre : Ce chapitre enregistre les amortissements des immobilisations. Les amortissements sont stables à hauteur de 4,8 K€.

Ledit compte administratif 2023 est annexé à la présente délibération.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 qui approuve le compte de gestion 2023 du CLIC,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget du CLIC dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote du compte administratif du budget du CLIC pour l'exercice 2023.

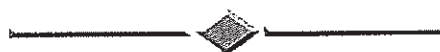
APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve le compte administratif 2023, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	412 457,32	348 972,87
	Section d'investissement	704,25	4 763,40
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	64 777,37
	Report en section d'investissement	0,00	24 529,26
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	412 457,32	413 750,24
	Section d'investissement	704,25	29 292,66
	TOTAL CUMULE	413 161,57	443 042,90

2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
3. Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de la présente délibération.



## 17. Compte administratif 2023 du budget du prestataire

Les résultats du compte Administratif 2023 du budget Prestataire sont les suivants :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	473 472,86	473 383,36
	Section d'investissement	2 000,00	6 008,14
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement (002)	0,00	0,00
	Report en section d'investissement (001)	0,00	3 603,09
TOTAL (réalisations + reports)		475 472,86	482 994,59

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 89,50 € pour l'exercice 2023. Le résultat antérieur est de 0,00€, le résultat à affecter en 2024 est de -89,50 €.



Le résultat de la section d'investissement fait apparaître un excédent de 4 008,14 € pour l'exercice 2023. Cumulé au résultat antérieur d'investissement, le résultat à affecter est de 7 611,23 €.

Aucun reste à réaliser n'est constaté.

#### Présentation de la section de fonctionnement

Fonctionnement	CA- 2022	Total voté -2023	CA-2023	Taux d'exécution 2023	Evol. % CA22 / CA23
<b>Dépenses</b>	<b>453 027.57 €</b>	<b>495 148.00 €</b>	<b>473 472.86 €</b>	<b>95.62%</b>	<b>4.51%</b>
Groupe 1 - 011 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 374.74 €	1 100.00 €	258.05 €	23.46%	-96.92%
Groupe 2 - 012 - Dépenses afférentes au personnel	422 864.62 €	468 649.00 €	452 074.50 €	96.46%	6.91%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	18 344.76 €	19 994.00 €	15 738.27 €	78.71%	-14.21%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	3 443.45 €	5 405.00 €	5 402.04 €	99.95%	56.88%
<b>Recettes</b>	<b>453 027.57 €</b>	<b>495 148.00 €</b>	<b>473 383.36 €</b>	<b>95.60%</b>	<b>4.49%</b>
Groupe 1 - 017 - Produits de la tarification	297 746.21 €	328 500.00 €	329 377.30 €	100.27%	10.62%
Groupe 2 - 018 - Autres produits relatifs à l'exploitation	153 281.36 €	164 648.00 €	142 006.06 €	86.25%	-7.36%
Groupe 3 - 019 - Recettes d'ordre	2 000.00 €	2 000.00 €	2 000.00 €	100.00%	0.00%

#### **Dépenses :**

Le taux d'exécution pour l'année 2023 est de 95,62 %.

L'exécution fait apparaître une augmentation des dépenses de fonctionnement de 4,51 % entre les exercices 2022 et 2023, qui se répartit entre les chapitres suivants :

- Groupe 1 - Chapitre 011 : en diminution de -8 116,69 €, soit -96,92 %

Le transfert de l'achat des chèques déjeuner aux dépenses du groupe 2 a pour conséquence de diminuer drastiquement les dépenses du groupe 1. Seuls quelques achats de fournitures et les déplacements du PDE (Plan de Déplacement d'Entreprise) y sont enregistrés pour 0.25 K€.

- Chapitre 012 : en augmentation de +29 209,88 €, soit +6,91%

L'exécution des dépenses de personnel en 2023 rend compte des diverses mesures salariales qui se sont appliquées au cours de l'exercice :

- o Revalorisation du point d'indice de la fonction publique de 1,5% en année pleine,
- o Bonus indiciaires pour les agents de catégorie C en année pleine,
- o Versement de la prime pouvoir d'achat selon certains critères de rémunération,
- o Versement du Complément de Traitement Indiciaire (CTI) en année pleine : il avait été versé pour les mois d'avril à décembre en 2022.



- Chapitre 016 : en diminution de -2 606,49 € soit -14,21%

En 2022, des opérations comptables de régularisation ont représenté un montant de 2,2 K€ : il s'agissait d'annulations de titres de recettes constatés en double sur les exercices antérieurs et de créances admises en non-valeurs. En 2023, aucune dépense de ce type n'a eu lieu.

Les autres dépenses de structure, constituées principalement de charges relatives à la maintenance de matériels sont globalement stables. La cotisation à l'assurance statutaire est toutefois en baisse de 0.7K€ en 2023.

- Dépenses d'ordre : en augmentation de +1 958,59 €, soit 56,88 %

La dotation aux amortissements est calculée selon les acquisitions faites au cours de l'année N-1. L'acquisition de nouveaux biens amortissables en 2022 a pour effet d'augmenter la dotation aux amortissements, qui a pour but de financer la section d'investissement et le remplacement ou les futures acquisitions de matériels.

### **Recettes :**

Le taux d'exécution pour l'année 2023 est de 95,60 %.

L'exécution fait apparaître une augmentation des recettes de fonctionnement de +4,49% entre les exercices 2022 et 2023, qui se répartit entre les chapitres suivants :

- Groupe 1 - Chapitre 017 : en augmentation de +31 631,09 €, soit +10,62%

L'activité des aides à domicile est en augmentation de 8,60% en 2023, ce qui représente 1138 heures d'activité supplémentaires entre 2022 et 2023. Le total d'heures effectuées en 2023 est de 14 366 h contre 13 228 h en 2022.

Les recettes d'APA (Aide Personnalisée d'Autonomie) et de PCH (Prestation de Compensation du Handicap) sont par conséquent en augmentation de 17,4 K€, les heures facturées aux résidents de +13 K€, et les heures facturées aux caisses de retraite de +1,2 K€.

- Groupe 2 - Chapitre 018 : en diminution de -11 275,30 €, soit -7,36 %

Au vu des bons résultats d'activité du service d'aide à domicile, la subvention de fonctionnement versée depuis le budget principal du CCAS a pu être diminuée de -5,7 K€.

La subvention du Département de la Seine-Maritime pour le versement du CTI (Complément de Traitement Indiciaire) aux agents d'aide à domicile s'élève à 31,4K€ pour l'année 2023 (+11,2K€ par rapport à 2022).

Il n'est pas constaté de recettes de l'assurance statutaire en 2023, contrairement à 2022, où 19,5K€ avaient été enregistrés.

La participation des agents aux chèques déjeuner représente 9,2 K€.

- Groupe 3 – Chapitre 019 - Recettes d'ordre : stable

La recette de 2 K€ inscrite en recettes d'ordre correspond à l'amortissement d'une subvention d'équipement de 20 K€ reçue en 2017 et qui s'amortit sur 10 ans.

### Présentation de la section d'investissement

Investissement	CA- 2022	Total voté - 2023	CA-2023	Taux d'exécution 2023	Evol. % CA22 / CA23
<b>Dépenses</b>	<b>11 792.96 €</b>	<b>9 614.09 €</b>	<b>2 000.00 €</b>	<b>20.80%</b>	<b>-83.04%</b>
13 - Subventions d'investissement	2 000.00 €	2 000.00 €	2 000.00 €	100.00%	0.00%
21 - Immobilisations corporelles	9 792.96 €	7 614.09 €	0.00 €	0.00%	100.00%
<b>Recettes</b>	<b>3 443.45 €</b>	<b>9 614.09 €</b>	<b>6 008.14 €</b>	<b>99.95%</b>	<b>74,48 %</b>
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00 €	3 603.09 €	0.00 €	0.00%	0.00%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	0.00 €	606.00 €	606.10 €	100.02%	100.00%
28 - Amortissement des immobilisations (ordre)	3 443.45 €	5 405.00 €	5 402.04 €	99.95%	56.88%

### Dépenses :

Le taux d'exécution des dépenses d'investissement pour l'année 2023 est de 20,80 %.

L'exécution fait apparaître une diminution des dépenses de -83,04% entre les exercices 2022 et 2023, qui se répartit entre les chapitres suivants :

- Chapitre 13 - Opérations d'ordre : stable

Cette dépense pour ordre de 2 K€ représente l'amortissement de la subvention d'équipement perçue en 2017, non encore amortie en totalité (fin en 2027).

- Chapitre 21 : en diminution de -9 792,96 €, soit -100 %

Aucune exécution n'est constatée.

### Recettes :

Le taux d'exécution des recettes d'investissement pour l'année 2023 est de 99,95 %, hors reprise du résultat d'investissement reporté.

L'exécution fait apparaître une augmentation des recettes d'investissement de 74,48 % entre les exercices 2022 et 2023, qui se répartit entre les chapitres suivants :

- Chapitre 10 : en augmentation de 606,10 €, soit +100,00%

Aucun versement compensatoire n'avait été constaté en 2022 au titre du FCTVA (Fonds National de Compensation de la TVA). Le montant versé en 2023 a été calculé par les services de l'Etat sur la base des dépenses 2021 éligibles.

- Recettes d'ordre : en augmentation de 1 958,59 €, soit +56,88 %

Ces recettes correspondent à la dotation aux amortissements de la section de fonctionnement. Cette dotation, calculée selon les acquisitions de biens amortissables réalisées à l'exercice N-1, est en hausse suite à l'acquisition de plusieurs biens.

Ledit compte administratif est annexé à la présente délibération.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 qui approuve le compte de gestion 2023 du budget Prestataire,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget Prestataire dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote du compte administratif du budget Prestataire pour l'exercice 2023.

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

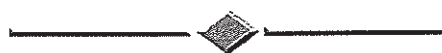
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve le compte administratif 2023, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	473 472,86	473 383,36
	Section d'investissement	2 000,00	6 008,14
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement (002)	0,00	0,00
	Report en section d'investissement (001)	0,00	3 603,09
	TOTAL (réalisations + reports)	475 472,86	482 994,59

2.- Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

3.- Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de la présente délibération.



#### 18. Compte administratif 2023 du budget du S.S.I.A.D.

Le compte administratif du budget du SSIAD, dont vous trouverez une présentation ci-dessous, est clôturé avec les résultats détaillés ci-après :

		DÉPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	1 533 523,59	1 503 634,71
	Section d'investissement	1 689,30	8 313,53



Report de l'exercice N-2	Report en section de fonctionnement (002)	0,00	22 630,00
Report de l'exercice N-1	Report en section d'investissement (001)	0,00	47 412,59
	TOTAL (réalisations + reports)	1 535 212,89	1 581 990,83

Le résultat de la section de fonctionnement est de -29 888,88 € pour l'exercice 2023, ce qui porte le résultat de fonctionnement à affecter à -7 258,88 € en tenant compte du résultat reporté de 22 630 €.

Le résultat de la section d'investissement est de 6 624,23 € pour l'exercice 2023, ce qui porte l'excédent d'investissement cumulé à 54 036,82 €.

#### Présentation de la section de fonctionnement

FONCTIONNEMENT	CA- 2022	Total vote - 2023	CA - 2023	Taux d'exécution 2023	Taux d'évolution CA 2023
<b>Dépenses</b>	<b>1 423 761.81 €</b>	<b>1 543 018.00 €</b>	<b>1 533 523.59 €</b>	<b>99.38%</b>	<b>7.71%</b>
Groupe 1 - 011 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 568.12 €	33 925.00 €	29 188.01 €	86.04%	-37.32%
Groupe 2 - 012 - Dépenses afférentes au personnel	1 289 182.97 €	1 399 942.00 €	1 398 637.79 €	99.91%	8.49%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	79 905.52 €	101 043.00 €	98 037.17 €	97.03%	22.69%
Groupe 3 - 016 - Dépenses d'ordre	8 105.20 €	8 108.00 €	7 660.62 €	94.48%	-5.49%
<b>Recettes</b>	<b>1 461 519.52 €</b>	<b>1 543 018.00 €</b>	<b>1 503 634.71 €</b>	<b>98.90%</b>	<b>2.88%</b>
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	0.00 €	22 630.00 €	pas d'exécution		
Groupe 1 - 017 - Produits de la tarification	1 407 406.44 €	1 407 620.00 €	1 437 780.95 €	102.14%	2.16%
Groupe 2 - 018 - Autres produits relatifs à l'exploitation	54 113.08 €	112 768.00 €	65 853.76 €	58.40%	21.70%

#### Dépenses :

Le taux d'exécution global pour l'année 2023 est de 99.38 %. L'exécution fait apparaître une augmentation des dépenses de fonctionnement de 109 761.78 € soit +7.71 % entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des dépenses se répartit de la manière suivante entre les différents chapitres budgétaires :

- Groupe 1 - Chapitre 011 : en diminution de -37.32% soit -17 380.11 €

Les charges du groupe 1 sont en baisse en raison des chèques déjeuner, dont l'achat est transféré en 2023 au groupe 2 – charges de personnel (26.5 K€ au CA 2022). Hors effet de transfert des tickets restaurant, ce groupe de dépenses est en réalité en augmentation de 9 K€.

En effet, la hausse globale du coût des carburants entraîne une augmentation des dépenses au compte 60621 pour 2.3K€, tandis que les achats de fournitures médicales et les frais de voyages et déplacements enregistrent

une augmentation respective de 1.3 K€ et de 2.3 K€.

Les prestations de blanchissage à l'extérieur, réalisées par les lingeuses des résidences autonomie, et nouvellement valorisées dans le budget du SSIAD en 2023, entraînent quant à elles une augmentation de 6.4 K€.

- Groupe 2 - Chapitre 012 : en augmentation de +8.49 % soit +109 454.82 €

L'augmentation est d'abord le reflet des mesures salariales mises en place en 2023 :

- o Augmentation du point d'indice de la Fonction Publique de 1.5 % en année pleine,
- o Points d'indice supplémentaires pour les agents de catégorie C,
- o Prime pouvoir d'achat versée selon certains critères d'éligibilité.

Faute de recrutement pérenne pour remplacer certains agents absents, le service doit faire appel à l'intérim pour assurer la continuité des soins. Les frais d'intérim sont par conséquent en augmentation nette et s'établissent à 154.3 K€ contre 97.2 K€ en 2022, soit +57.1 K€.

Enfin, le transfert de l'achat des chèques déjeuner au présent groupe 2 entraîne une dépense de 19.8 K€ supplémentaire par rapport à 2022. L'augmentation des dépenses de personnel, hors effet de transfert des tickets restaurants au présent groupe de dépenses, est en conséquence de +89,6 K€, soit +6.95 %.

- Groupe 3 - Chapitre 016 : en hausse de +22.69% soit +18 131.65 €

Les charges du groupe 3 enregistrent une hausse du fait du reversement d'indus à la C.P.A.M. pour 16.1 K€. Il s'agit de factures des infirmiers libéraux qui ont été adressées à la C.P.A.M. plutôt qu'au SSIAD et dont le SSIAD est redevable puisque cela est inclus dans le forfait global du SSIAD.

Outre le remboursement des indus, la quote-part du loyer et des charges locatives de la Maison des Aînés est en augmentation de 2.4 K€, l'entretien des véhicules de 2.9 K€, la maintenance informatique de 1.8 K€, et les primes d'assurance de 2.5 K€.

Ces hausses de charges sont compensées par la baisse du coût de l'assurance statutaire des personnels du SSIAD de 7.5 K€ entre 2022 et 2023.

- Groupe 3 – chapitre 016 - Dépenses d'ordre : en diminution de -5.49% soit -444.58 €

La dotation aux amortissements, calculée par rapport à l'exercice N-1, diminue légèrement. La dotation aux amortissements finance la section d'investissement.

### **Recettes :**

Le taux d'exécution global pour l'année 2023 est de 98.90 %, hors résultat de fonctionnement reporté.

L'exécution fait apparaître une augmentation des recettes de fonctionnement de 2.88 %, soit +42 115.19 €, entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des recettes se répartit de la façon suivante entre les différents chapitres budgétaires :

- Groupe 1 - Chapitre 017 : en augmentation de +2.16% soit +30 374.51 €

L'exercice 2023 a été marqué par la réforme de la tarification des SSIAD. La dotation de l'A.R.S. est désormais scindée en deux parties : une partie « fixe » relative au fonctionnement et une partie tenant compte du degré d'autonomie des patients en fonction du GIR (évaluation du degré de perte d'autonomie).

La dotation A.R.S., notifiée en décembre 2023, a conduit à une augmentation de la subvention de fonctionnement globale du SSIAD / ESA du fait du nouveau système de tarification mais également du fait des revalorisations salariales et de pouvoir d'achat.

La part allouée au budget du SSIAD est de 1 437 780.95 €, soit 88 % de la dotation de 1 633 492 € octroyée au SSIAD – ESA.



- Groupe 2 - Chapitre 018 : en hausse de +21.70% soit +11 740.68 €

L'augmentation des autres produits d'exploitation s'explique par les remboursements de l'assurance statutaire en hausse de +20.3 K€, en lien avec l'absentéisme constaté en 2023.

La participation des agents aux chèques déjeuner représente 7.2 K€. Aucune autre recette de gestion courante n'est constatée, contrairement à 2022 où des remises diverses avaient été comptabilisées pour 2.2 K€.

#### Présentation de la section d'investissement

INVESTISSEMENT	CA - 2022	Total voté - 2023	CA - 2023	Taux d'exécution 2023	Taux d'évolution CA 2023
<b>Dépenses</b>	<b>0.00 €</b>	<b>56 173.50 €</b>	<b>1 689.30 €</b>	<b>3.01%</b>	<b>100.00%</b>
20 - Immobilisations incorporelles	0.00 €	24 000.00 €	0.00 €	0.00%	0.00%
21 - Immobilisations corporelles	0.00 €	32 173.50 €	1 689.30 €	5.25%	100.00%
<b>Recettes</b>	<b>11 451.53 €</b>	<b>56 173.50 €</b>	<b>8 313.53 €</b>	<b>94.89%</b>	<b>-27.40%</b>
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00 €	47 412.59 €	pas d'exécution		
10 - Dotations, fonds divers et réserves	3 346.33 €	0.00 €	0.00 €	0.00%	-100.00%
13 - Subventions d'investissement	0.00 €	652.91 €	652.91 €	100.00%	100.00%
28 - Amortissement des immobilisations (recettes d'ordre)	8 105.20 €	8 108.00 €	7 660.62 €	94.48%	-5.49%

#### **Dépenses :**

##### Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles : aucune dépense

Les crédits inscrits pour l'acquisition du logiciel de gestion des soins « Mahido » n'ont pas été utilisés.

##### Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : en hausse de +100 % soit +1 689.30 €

En 2022, la section d'investissement du SSIAD n'avait comporté aucun investissement. En 2023, du mobilier ergonomique adapté ainsi que des armoires de bureau ont été acquis pour 1.7K€.

#### **Recettes :**

Le taux d'exécution global des recettes d'investissement pour l'année 2023 est de 94.89 %, hors résultat d'investissement reporté (cette opération n'entraîne pas de réalisation budgétaire).

L'exécution fait apparaître une diminution des recettes d'investissement de -27.40 %, soit -3 138,00 €, entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des recettes d'investissement se répartit de la façon suivante entre les différents chapitres budgétaires :

- Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves : en diminution de -100 % soit -3 346.33 €

Aucune recette du F.C.T.V.A. (Fonds de Compensation pour la TVA) n'est comptabilisée en 2023. Cette dotation de l'Etat est calculée selon les investissements de l'année N-2.



- Chapitre 13 – subventions d’investissement : en augmentation de +100 % soit +652.91 €

En 2023, le SSIAD a perçu une subvention d’équipement du F.I.P.H.F.P. (Fonds pour l’Insertion des Personnels Handicapés dans la Fonction Publique) d’un montant de 652.91 € pour l’acquisition de mobilier ergonomique adapté.

- Chapitre 28 – Amortissement des immobilisations : en diminution de -5.49 % soit -444-58 €

Les recettes d’ordre correspondent aux dotations aux amortissements qui proviennent de la section de fonctionnement. Celles-ci sont en baisse du fait de l’amortissement total de certains biens qui sortent de l’actif immobilisé

Le compte administratif est annexé à la présente délibération.

### LE CONSEIL D’ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l’Article R123-20 du Code de l’Action Sociale et des Familles,

VU l’Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l’Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d’Administration en date du 25 avril 2024 qui approuve le compte de gestion 2023 du budget du SSIAD,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l’exercice 2023 du budget du SSIAD dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu’il y a lieu de procéder au vote du compte administratif du budget du SSIAD pour l’exercice 2023.

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

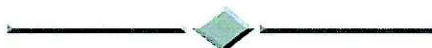
À L’UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve le compte administratif 2023, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l’exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	1 533 523,59	1 503 634,71
	Section d’investissement	1 689,30	8 313,53
Report de l’exercice N-2	Report en section de fonctionnement (002)	0,00	22 630,00
Report de l’exercice N-1	Report en section d’investissement (001)	0,00	47 412,59
	TOTAL (réalisations + reports)	1 535 212,89	1 581 990,83

2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d’exploitation de l’exercice et au fonds de roulement du bilan d’entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

3. Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de la présente délibération.



### 19. Compte administratif 2023 du budget de L'E.S.A.

Les résultats du Compte Administratif 2023 de l'ESA vous sont présentés ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	186 745,01	199 161,89
	Section d'investissement	0,00	0,00
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	22 172,00
	TOTAL (réalisations + reports)	186 745,01	221 333,89

Le résultat de la section de fonctionnement est de 10 416,88 € pour l'exercice 2023. Avec le résultat incorporé de l'exercice N-2 de 22 172 €, le résultat 2023 à affecter est de 34 588,88 €.

Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.

#### Présentation de la section de fonctionnement

	CA-2022	Total voté - 2023	CA-2023	Taux d'exécution	Evol.% CA22- CA23
<b>Dépenses</b>	<b>183 529.05 €</b>	<b>219 164.00 €</b>	<b>186 745.01 €</b>	<b>85.21%</b>	<b>1.75%</b>
Groupe 1 - 011 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 351.04 €	5 850.00 €	4 699.91 €	80.34%	8.02%
Groupe 2 - 012 - Dépenses afférentes au personnel	167 520.21 €	187 954.00 €	169 298.92 €	90.07%	1.06%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	11 657.80 €	25 360.00 €	12 746.18 €	50.26%	9.34%
<b>Recettes</b>	<b>216 128.27 €</b>	<b>219 164.00 €</b>	<b>199 161.89 €</b>	<b>101.10%</b>	<b>-7.85%</b>
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	- €	22 172.00 €	pas d'exécution		
Groupe 1 - 017 - Produits de la tarification	201 629.00 €	195 712.00 €	195 712.00 €	100.00%	-2.93%
Groupe 2 - 018 - Autres produits relatifs à l'exploitation	14 499.27 €	1 280.00 €	3 449.89 €	269.52%	-76.21%

### Dépenses :

Le taux d'exécution global pour l'année 2023 est de 85.21 %.

L'exécution fait apparaître une augmentation des dépenses de fonctionnement de 1.75 % entre les exercices 2022 et 2023, qui se répartit entre les chapitres suivants :

- Groupe 1 - Chapitre 011 – dépenses d'exploitation courante : en hausse de 8.02% soit +348.87 €

Les dépenses d'exploitation de l'ESA, en légère augmentation, regroupent les frais d'essence pour l'utilisation de deux voitures (3.5K€), les achats (0.3K€), les frais de téléphonie et d'internet (0.7K€) et les dépenses de transport pour les agents dans le cadre de la paie (0.16K€).

- Groupe 2 - Chapitre 012 – dépenses de personnel : en augmentation de 1.06% soit +1 778.71 €

Les charges de personnel sont en augmentation en raison des différentes mesures salariales ayant eu lieu au cours de l'exercice 2023 :

- o Augmentation du point d'indice de la fonction publique de 1.5% en année pleine,
- o Points d'indice supplémentaires pour les agents de catégorie C,
- o Prime pouvoir d'achat versée selon certains critères d'éligibilité.

- Groupe 3 - Chapitre 016 – dépenses de structure : en hausse de 9.34 % soit +1 088.38 €

Le chapitre 016 retrace les charges de location des deux véhicules utilisés pour les tournées (2.8K€) et les dépenses liées à leur entretien (0.3 K€), la quote-part des loyers et charges pour l'utilisation des bureaux à la Maison des Aînés (2.7 K€), ainsi que la part de l'assurance statutaire du personnel (6.8 K€).

L'augmentation constatée à ce chapitre budgétaire s'explique par la part de l'assurance statutaire supportée par l'ESA de 6.8K€ en 2023, contre 5.6 K€ en 2022.

### Recettes :

Hors résultat d'exploitation reporté, le taux d'exécution global est de 101.10 %.

L'exécution fait apparaître une diminution des recettes de fonctionnement de -7.85 %, qui se répartit sur les chapitres ci-dessous :

- Groupe 1 - Chapitre 017 : en diminution de 5 917 €, soit -2.93 %

La décision tarifaire portant fixation de la dotation globale de soins finale pour 2023 indiquait un montant de 1 633 493 € pour les budgets ESA et SSIAD. Ce financement est réparti entre les budgets SSIAD et ESA. Pour l'ESA, ce sont 11.98 % de la dotation, soit 195 712 €, qui ont servi à équilibrer le budget.

- Groupe 2 - Chapitre 018 : en diminution de 11 049.38 €, soit -76.21 %

Ce chapitre présente une diminution conséquente en raison de régularisations exceptionnelles effectuées en 2022 (remboursement exceptionnel de l'assurance statutaire et régularisation de rattachements non soldés).

L'exécution réalisée en 2023 à ce chapitre intègre uniquement la part salariale des chèques déjeuner ainsi qu'une régularisation d'un titre constaté au budget du SSIAD.

Le compte administratif 2023 est annexé à la présente délibération.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 qui approuve le compte de gestion 2023 de l'ESA,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget de l'ESA dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote du compte administratif du budget de l'ESA pour l'exercice 2023.

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve le compte administratif 2023, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	186 745,01	199 161,89
	Section d'investissement	0,00	0,00
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	22 172,00
	TOTAL (réalisations + reports)	186 745,01	221 333,89

2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
3. Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de la présente délibération.



## 20. Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses (E.R.R.D) 2023 de L'EHPAD LA PLÉIADE

L'E.R.R.D. 2023 de l'EHPAD La Pléiade, dont vous trouverez une présentation ci-dessous, est clôturé avec les résultats suivants :

### Section de fonctionnement

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	4 524 276,98	4 312 473,22

	Résultat comptable (déficit)		-211 803,76
Reports de l'exercice N-1	Report à nouveau déficitaire	0,00	-905 525,44
	TOTAL (réalisations + reports)	4 524 276,98	3 406 947,78

La section de fonctionnement présente un déficit de -211 803,76 € pour l'exercice 2023 :

- Le résultat de la section tarifaire « hébergement » est de -14 741,18 €
- Le résultat de la section tarifaire « soins et dépendance » est de -197 062,58 €.

Avec le report à nouveau déficitaire de -905 525,44 € des exercices antérieurs, le résultat cumulé à affecter se porte à -1 117 329,20 €.

Passage du résultat comptable à la Capacité d'Autofinancement (CAF) ou l'Insuffisance d'Autofinancement (IAF) :

Charges		Produits	
Résultat comptable (excédent)	0,00	Résultat comptable (déficit)	-211 803,76
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	171 764,76	Quotes-parts des subventions et fonds virés au résultat	0,00
		Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	4 457,02
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)		INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT (IAF)	44 496,02

#### Section d'investissement

DEPENSES		RECETTES	
IAF	44 496,02	CAF	0,00
Remboursement des dettes financières	99 220,66	Emprunts et dettes assimilées	17 857,65
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	61 909,54	Apports, dotations et subventions	38 985,48
Autres charges	0,00	Autres recettes	0,00
TOTAL	205 626,22	TOTAL	56 843,13
Apport au fonds de roulement		Prélèvement sur le fonds de roulement	148 783,09

Fonds de roulement net global au 01/01/2023	-639 121,07
Prélèvement sur le fonds de roulement	-148 783,09
Fonds de roulement net global au 31/12/2023	-787 904,16

#### **Les ratios de l'ERRD**

##### La capacité d'autofinancement

La CAF permet de mesurer la trésorerie dégagée par l'activité normale de l'EHPAD. En 2023, la gestion fait apparaître une insuffisance d'autofinancement de 44 496,02 €.

Le taux de CAF (capacité de financement en pourcentage du total des produits) devrait se situer entre 5 et 10%. En 2023, le taux de CAF redevient négatif : -1.03%. Il était de +0.97% en 2022, de -6,99% en 2021 et 1,85% en 2020.



### Endettement

Indépendance financière (emprunts en pourcentage des financements stables du bilan, hors immobilisations) : 7,59 %. Ce taux signifie que l'EHPAD n'est pas très endetté. Son seul emprunt sera remboursé en totalité en 2024.

Apurement de la dette : 9,54. Ce ratio mesure la capacité de remboursement de la dette grâce à l'autofinancement généré par les amortissements futurs. Ce taux, qui devrait être inférieur à 2, se dégrade car le montant des amortissements a diminué, alors que le remboursement en capital a augmenté lors de l'exercice 2023.

### Equilibre du bilan

Le Fonds De Roulement (FDR) Net Global au 31/12/2023 est négatif : -787 904,16 €.

Le prélèvement sur le Fonds de Roulement est de 148 783,09 €. L'activité étant déséquilibrée (plus d'emplois que de ressources), l'EHPAD est obligé de puiser dans ses réserves pour se financer. C'est la trésorerie unifiée de l'ensemble des budgets du CCAS qui permet à l'EHPAD de fonctionner.

### **Activité de l'EHPAD**

Pour garantir son bon fonctionnement et sa gestion, l'EHPAD est régi par une convention tripartite qui lie le CCAS, l'Etat et le Département.

La dernière convention a été signée en 2014 et depuis, l'EHPAD est demeuré dans l'attente de la signature d'un CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) annoncé en 2020. La signature de ce CPOM est suspendue à la recomposition de l'offre publique des EHPAD Sud pilotée par l'ARS, qui a abouti au transfert de l'EHPAD La Pléiade au Centre Hospitalier de Bois-Petit le 1<sup>er</sup> avril 2024.

Vous trouverez ci-dessous un récapitulatif des données d'activité budgétées et réalisées en 2023 pour l'hébergement permanent (l'EHPAD La Pléiade n'a pas accueilli de résidents au titre de l'hébergement temporaire en 2023) :

2023		
Nombre de journées théoriques*	Nombre de journées budgétées (EPRD)	Nombre de journée réalisées
29 200	27 695	27 826
	Taux d'occupation moyen budgété (EPRD)	Taux d'occupation moyen réalisé
	94.85 %	95,29 %

*\*80 places d'hébergement x 365 jours*

Le taux d'occupation moyen (hébergement permanent et temporaire) de la structure s'établit à 95,29% en 2023, en légère diminution de -0,39% par rapport à 2022. L'activité réelle est supérieure de 0,44% à la prévision.

La tarification du Département se situe à 61,47 € la journée en année pleine, en évolution de 2,57€ / jour / résident par rapport à 2022, soit une augmentation du tarif de +4,36%.

### Présentation de la section de fonctionnement



Fonctionnement	CA - 2022	EPRD - 2023	CA - 2023	Taux d'exécution 2023	Evol.% CA 2023 - CA 2024
<b>Dépenses</b>	<b>4 102 847.37 €</b>	<b>4 555 033.00 €</b>	<b>4 524 276.98 €</b>	<b>99.32%</b>	<b>10.27%</b>
Groupe 1 - 011 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	685 101.07 €	745 932.00 €	738 804.71 €	99.04%	7.84%
Groupe 2 - 012 - Dépenses afférentes au personnel	2 805 387.36 €	3 154 170.00 €	3 147 382.44 €	99.78%	12.19%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	431 274.21 €	481 591.00 €	466 325.07 €	96.83%	8.13%
Groupe 3 - 016 - Dépenses d'ordre	181 084.73 €	173 340.00 €	171 764.76 €	99.09%	-5.15%
<b>Recettes</b>	<b>3 960 152.60 €</b>	<b>3 989 385.00 €</b>	<b>4 312 473.22 €</b>	<b>108.10%</b>	<b>8.90%</b>
Groupe 1 - 017 - Produits de la tarification	3 813 291.26 €	3 766 091.00 €	4 099 295.33 €	108.85%	7.50%
Groupe 2 - 018 - Autres produits relatifs à l'exploitation	146 861.34 €	221 607.00 €	208 720.87 €	94.19%	42.12%
Groupe 3 - 019 - Prod. Fin, except. et non encaissables (recettes d'ordre)	0.00 €	1 687.00 €	4 457.02 €	264.20%	100.00%
<b>Equilibre de la section de fonctionnement</b>	<b>-142 694,77 €</b>	<b>-565 648,00 €</b>	<b>-211 803,76 €</b>		

### Dépenses :

Le taux d'exécution global pour l'année 2023 est de 99,32 %.

L'exécution fait apparaître une augmentation des dépenses de fonctionnement de 10,27% entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des dépenses se répartit de la manière suivante entre les différents chapitres budgétaires:

#### Groupe 1 - Chapitre 011 : en hausse de 53 703.64 €, soit +7.84%

Les dépenses relatives aux énergies (eau, gaz, électricité) sont en augmentation de 49% au cours de l'exercice 2023. C'est le coût de l'électricité (+85.3 K€) sur la période qui explique un tel bond. Cela est dû non seulement au tarif 2023 très défavorable mais aussi au glissement de certaines factures de 2022 sur l'exercice 2023.

Les achats de fournitures sont en baisse de -54 K€ en raison du transfert des locations de matériels médicaux du compte 6066 – achat de fournitures médicales au compte 61357 – locations de matériels médicaux pour 57K€.

Les achats de repas pour les résidents ont de nouveau subi l'inflation en 2023 : les frais de restauration s'élèvent à 378 K€ en 2023, soit +22.8K€ par rapport à 2022.

Les dépenses d'animation pour les résidents présentent également une hausse de +8.2K€, en lien avec le projet de médiation animale, les ateliers de danse adaptée mais aussi la prise en charge par l'EHPAD d'une formation pour reconversion de personnel (4.2K€).

Les autres postes de dépenses (frais de télécommunications et frais postaux, prestations à caractère médical ou médico-social, et autres diverses prestations) enregistrent une légère diminution de -2K€.

- Groupe 2 - Chapitre 012 : en augmentation de +341 995.08 €, soit +12.19 %

L'augmentation des charges de personnel s'explique d'abord par la nouvelle maquette organisationnelle des personnels mise en place par la direction par intérim effectuée par le CH du Bois-Petit :

- Effet des mesures de pérennisation des postes de remplaçants par l'intermédiaire de contrats à durée déterminée,
- Recrutement d'Aides-Soignants pour permettre la mise en place d'une maquette organisationnelle stable, et de sécuriser l'établissement et l'encadrement des résidents,
- Recours à l'intérim long : les dépenses relatives à l'intérim ont augmenté de 123.9K€ soit +93% et se fixent à 257.3 K€ en 2023.

Les mesures de revalorisations salariales et du pouvoir d'achat expliquent par ailleurs la hausse de la masse salariale :

- Revalorisation du point d'indice de la fonction publique de 1,5% en année pleine,
- Effet des reclassement d'aides-soignants en catégorie B en année pleine,
- Bonus pour les agents de catégorie C en année pleine,
- Prime Pouvoir d'Achat versée en décembre 2023 en fonction de certains critères.

- Groupe 3 - Chapitre 016 : en augmentation de 35 050.86 € soit +8.13%

Les dépenses du groupe 3 présentent une augmentation en raison du transfert des locations de matériels médicaux du groupe 1 au présent groupe pour 41.4 K€.

Les dépenses d'entretien et de maintenance augmentent en 2023 (+4.5K€) notamment pour les matériels techniques et de cuisine (+2.5 K€), tandis que les charges de blanchissage de linge diminuent de 7.2 K€. Ce chiffre est toutefois à nuancer car l'intégralité des factures 2023 n'a pas été ordonnancée en raison d'une incohérence de tarif facturé avec le marché notifié.

La cotisation à l'assurance statutaire est calculée en fonction de la masse salariale des personnels titulaires de l'année précédente. Avec le recours accru à l'intérim, les dépenses de personnels titulaires sont en baisse, ce qui fait mécaniquement baisser la cotisation d'assurance (-2.5K€ entre 2022 et 2023) pour s'établir à 104.5 K€.

Les intérêts de l'emprunt contracté sont par ailleurs en baisse de 2,3 K€. L'unique emprunt de l'EHPAD sera remboursé en totalité au cours de l'exercice 2024.

Les loyers et charges locatives sont stables (130.3 K€) ainsi que la taxe foncière et les autres impôts locaux (58 K€).

- Groupe 3 - Dépenses d'ordre : en diminution de 9 319.97 € soit -5.15 %

La diminution en 2023 du montant global de la dotation aux amortissements provient de l'amortissement total au cours de l'année 2022 de plusieurs biens amortissables acquis lors des exercices précédents, et du travail effectué au niveau de la concordance de l'actif entre l'ordonnateur et le comptable.

Sur le budget d'un EHPAD, l'amortissement des investissements réalisés sur les exercices antérieurs ne finance pas directement la section d'investissement, mais entre dans le calcul de la tarification du Département.

**Recettes :**

Le taux d'exécution global pour l'année 2023 est de 108,10%.

L'exécution fait apparaître une augmentation des recettes de fonctionnement de 8,90 % entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des recettes se répartit de la façon suivante entre les différents chapitres budgétaires :

- Groupe 1 - Chapitre 017 : en augmentation de 286 004.07 €, soit +7,50 %

L'ARS a revu sa tarification à la hausse de 63,3 K€ en 2023, mais a également délégué une enveloppe exceptionnelle de 300 K€ dans le cadre du transfert d'autorisation au Centre Hospitalier du Bois-Petit. Ces



éléments portent la participation de l'ARS à 1,785 M€ au budget 2023, contre 1.422 M€ à l'exercice 2022.

Les recettes du département de la Seine-Maritime et des autres départements d'élection de domicile des résidents sont en nette progression : +166,7 K€. Cela est dû à l'augmentation de la proportion des résidents admis à l'aide sociale. En revanche, la dotation dépendance versée par le Département diminue de -12.8K€ en raison du public moins dépendant accueilli à la Pléiade (coupe effectuée courant 2022).

Les recettes de la facturation de l'hébergement et de la dépendance aux résidents sont également en progression (+22.1 K€ soit +1,75%). Cette évolution est à mettre en lien avec la hausse du tarif qui a eu lieu au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Par ailleurs, les produits reçus de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) au titre de l'hébergement des résidents sont en net recul de 15.7 K€ soit -49.9 %. Cela suppose que les résidents admis en 2023 ont des ressources plus élevées qu'en 2022

- Groupe 2 - Chapitre 018 : en augmentation de 61 859,53 €, soit +42,12 %

Cette évolution s'explique par l'aide financière exceptionnelle versée en 2023 par le Département au titre de l'inflation, d'un montant de 74,5K€.

Les participations des résidents et leurs familles aux animations sont en nette hausse au vu du programme d'animations et de repas à thème proposés en 2023 : +4.3K€

Les remboursements de l'assurance statutaire diminuent légèrement de 4.4K€, ainsi que les autres produits de gestion courante (divers avoirs et ristournes, régularisations) pour -12.2K€.

- Groupe 3 – chapitre 019 : en augmentation de 4 457,02 € soit +100 %

Cette recette correspond à un suramortissement constaté sur l'exercice 2022, régularisé au cours de l'exercice 2023.

#### Présentation de la section d'investissement

	CA - 2022	EPRD - 2023	CA - 2023	Taux d'exécution 2023	Evol. % CA 2023 - CA 2024
<b>Dépenses</b>	<b>146 506.87 €</b>	<b>187 886.00 €</b>	<b>161 130.20 €</b>	<b>85.76%</b>	<b>9.98%</b>
021 - Remboursement des dettes financières	95 912.71 €	102 909.00 €	99 220.66 €	96.42%	3.45%
022 - Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	50 594.16 €	83 290.00 €	61 909.54 €	74.33%	22.36%
Dépenses d'ordre	0.00 €	1 687.00 €	0.00 €	0.00%	0.00%
<b>Recettes</b>	<b>27 008.69 €</b>	<b>47 643.00 €</b>	<b>56 843.13 €</b>	<b>119.31%</b>	<b>110.46%</b>
027 - Augmentation des capitaux propres	12 334.79 €	26 643.00 €	38 985.48 €	146.33%	216.06%
028 - Augmentation des dettes financières	14 673.90 €	21 000.00 €	17 857.65 €	85.04%	21.70%

#### **Dépenses :**

Le taux d'exécution global des dépenses d'investissement pour l'année 2023 est de 85,76%.

L'exécution fait apparaître une hausse des dépenses de +9,98% entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des dépenses d'investissement est la suivante :

- Chapitre 021 : en hausse de 3 301,95 € soit +3,45%

Le remboursement du capital de l'emprunt augmente de 2,3K€ et les intérêts (comptabilisés en section de fonctionnement) sont en baisse de 2,3 K€ (cf. commentaire ci-dessus).

Les dépôts et cautionnements reversés aux résidents à leur sortie de l'Ehpad augmentent de 1 K€.

- Chapitre 022 : en augmentation de 11 315,38 €, soit +22,36%

Les travaux et acquisitions d'équipements et de petit matériel augmentent lors de l'exercice 2023.

Ci-après une liste des principales dépenses d'investissement réalisées au cours de l'exercice :

- o Travaux pour 4,2 K€ : divers travaux de conformité électrique, et travaux de plomberie,
- o Informatique pour 5,2 K€,
- o Mobiliers pour 0,6 K€,
- o Remplacement de l'ensemble des rideaux et voilages pour 24 K€,
- o Achat de matériels professionnels de blanchisserie et de cuisine pour 12,4 K€,
- o Achat de divers matériels : chariot multisensoriel Snoezelen (6K€) et Bladderscan pour 9,5 K€.

#### **Recettes :**

Le taux d'exécution global des recettes d'investissement pour l'année 2023 est de 119,3%.

L'exécution fait apparaître une augmentation des recettes d'investissement de 110,46% entre les exercices 2022 et 2023.

L'évolution des recettes d'investissement s'explique de la façon suivante entre les différents chapitres budgétaires :

- Chapitre 027 : en augmentation 26 650,69 €, soit +216,06%

Le montant accordé au titre du FCTVA (Fonds de Compensation pour la TVA) est en hausse de 2,4K€ et se fixe à 6,3 K€. Il est calculé selon le montant des acquisitions éligibles de l'exercice N-2 pour la partie investissement.

La perception de deux subventions d'investissements est constatée en 2023 :

- o Une subvention de l'ARS pour un montant de 20,3K€ a été octroyée pour l'acquisition des rideaux et voilages du bâtiment,
- o Une subvention de 12,3 K€ versée par le département de Seine-Maritime est enregistrée pour acquisition de petits équipements.

- Chapitre 028 : en augmentation de 3 183,75 €, soit +21,70%

Les dépôts de caution à l'admission des résidents augmentent de 3,2 K€.

L'E.R.R.D. 2023 de l'EHPAD La Pléiade est annexé à la présente délibération.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 qui approuve le compte de gestion 2023 de l'EHPAD la Pléiade,

CONSIDÉRANT l'E.R.R.D. 2023 du budget de l'EHPAD La Pléiade dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote de l'E.R.R.D. 2023 du budget de l'EHPAD La Pléiade pour l'exercice 2023,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'E.R.R.D. 2023 du budget de l'EHPAD La Pléiade, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,

Section de fonctionnement

		DEPENSES	RECETTES
Réalisations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	4 524 276,98	4 312 473,22
	Résultat comptable (déficit)		-211 803,76
Reports de l'exercice N-1	Report à nouveau déficitaire	0,00	-905 525,44
	TOTAL (réalisations + reports)	4 524 276,98	3 406 947,78

Section d'investissement

DEPENSES		RECETTES	
IAF	44 496,02	CAF	0,00
Remboursement des dettes financières	99 220,66	Emprunts et dettes assimilées	17 857,65
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	61 909,54	Apports, dotations et subventions	38 985,48
Autres charges	0,00	Autres recettes	0,00
TOTAL	205 626,22	TOTAL	56 843,13
Apport au fonds de roulement		Prélèvement sur le fonds de roulement	148 783,09

Fonds de roulement net global au 01/01/2023	-639 121,07
Prélèvement sur le fonds de roulement	-148 783,09
Fonds de roulement net global au 31/12/2023	-787 904,16

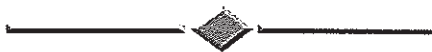
- 2.- Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

- 3.- Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de



la présente délibération,

4.- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires en lien avec la présente délibération.



## 21. Affectation des résultats - budget des résidences autonomie

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, même lorsque l'affectation du résultat est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Cette délibération présente pour chacune des deux sections du budget général ainsi que pour la section d'exploitation de chaque budget annexe les décisions ou les propositions d'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice.

Le compte administratif 2023 du budget des Résidences, qui vous a été présenté au cours de cette même séance, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Exécution de l'exercice 2023	Dépenses	2 868 118,18	218 942,08
	Recettes	2 800 719,38	257 103,08
	Résultats de l'exercice	-67 398,80	38 161,00
Résultat cumulés des exercices précédents		68 906,65	731 021,84
<b>Résultat de clôture de l'exercice 2023</b>		<b>1 507,85</b>	<b>769 182,84</b>
Solde des restes à réaliser (RAR) 2023		0,00	32 087,75
<b>Résultat de clôture avec intégration des RAR</b>		<b>1 507,85</b>	<b>737 095,09</b>

La section de fonctionnement présente un résultat excédentaire de 1 507,85 € pour l'exercice 2023.

Le résultat de la section d'investissement est de 38 161,00 € pour l'exercice 2023, cumulé au résultat incorporé de 731 021,84 €, le résultat à affecter est de 769 182,84 €.

Le montant constaté des reports en investissement est de 32 087,75 €.

### Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un résultat à affecter de 1 507,85 € pour l'année 2023.

Ce résultat excédentaire sera repris à l'exercice 2024 au compte 002 « Résultat d'exploitation reporté » en totalité.

### Section d'investissement :

Le résultat de l'exercice 2023 est un excédent de 38 161,00 €, l'excédent antérieur est égal à 731 021,84 €, ce qui porte le résultat cumulé à affecter 2023 à 769 182,84 €.

Ce résultat excédentaire de 769 182,84 € sera repris au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter » lors du vote de la prochaine décision modificative.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget des Résidences dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 pour le budget des Résidences,

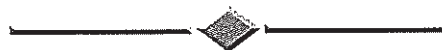
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat d'investissement constaté au compte administratif 2023 pour le budget des Résidences,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- 1- Approuve l'affectation des résultats de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 1 507,85 € de la manière suivante :
  - L'excédent de la section de fonctionnement sera repris en totalité sur l'exercice 2024 dans le cadre d'une décision modificative au compte 002 « Résultat d'exploitation reporté ».
- 2- Approuve l'affectation des résultats de la section d'investissement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 769 182,80 € de la manière suivante :
  - L'excédent de la section d'investissement sera repris en totalité sur l'exercice 2024 dans le cadre d'une décision modificative au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter ».



## **22. Affectation des résultats - budget du CLIC des aînés**

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, même lorsque l'affectation du résultat est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Cette délibération présente pour chacune des deux sections du budget général ainsi que pour la section d'exploitation de chaque budget annexe les décisions ou les propositions d'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice.

Le compte administratif 2023 du budget du CLIC, qui vous a été présenté au cours de cette même séance, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	412 457,32	348 972,87
	Section d'investissement	704,25	4 763,40
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	64 777,37
	Report en section d'investissement	0,00	24 529,26
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	412 457,32	413 750,24
	Section d'investissement	704,25	29 292,66
	TOTAL CUMULE	413 161,57	443 042,90

Le solde d'exécution de la section d'investissement fait ressortir un excédent de 4 059,15 € au titre de l'exercice 2023. En incorporant le solde de la section d'investissement 2023, le résultat à affecter en 2024 est de 28 588,41 €.

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 63 484,45 € pour l'année 2023. En incorporant le solde de la section de fonctionnement 2023, le résultat à affecter en 2024 est de 1 292,92 €.

Aucun reste à réaliser n'est constaté.

#### Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 63 484,45 € pour l'année 2023. L'excédent antérieur est de 64 777,37 €, ce qui diminue le résultat cumulé 2023 à 1 292,92 €.

Ce résultat excédentaire de 1 292,92 € sera repris au compte 002 « Résultat d'exploitation reporté » lors du vote de la prochaine décision modificative.

#### Section d'investissement :

Le résultat de l'exercice 2023 est un excédent de 4 059,15 €, l'excédent antérieur est de 24 529,26 €, ce qui porte le résultat cumulé 2023 à 28 588,41 €.

Ce résultat excédentaire de 28 588,41 € sera repris au compte 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » lors du vote de la prochaine décision modificative.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget du CLIC dressé par le Président du C.C.A.S.,

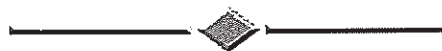
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 pour le budget du CLIC,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au report du résultat excédentaire cumulé de la section d'investissement.

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 1 292,92 € du budget du CLIC de la manière suivante :
  - La totalité, soit 1 292,92 €, est portée au compte 002 « Résultat d'exploitation reporté ».
- Approuve le report du résultat excédentaire cumulé de la section d'investissement pour 28 588,41 €, qui sera porté au compte 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté ».



### 23. Affectation des résultats – budget prestataire

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, même lorsque l'affectation du résultat est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Cette délibération présente pour chacune des deux sections du budget général ainsi que pour la section d'exploitation de chaque budget annexe les décisions ou les propositions d'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice.

Le compte administratif 2023 du budget Prestataire, qui vous a été présenté au cours de cette même séance, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	473 472,86	473 383,36
	Section d'investissement	2 000,00	6 008,14
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement (002)	0,00	0,00
	Report en section d'investissement (001)	0,00	3 603,09

	TOTAL (réalisations + reports)	475 472,86	482 994,59
--	--------------------------------	------------	------------

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 89,50 € pour l'exercice 2023. Le résultat antérieur est de 0,00€, le résultat à affecter en 2024 est de -89,50 €.

Le résultat de la section d'investissement fait apparaître un excédent de 4 008,14 € pour l'exercice 2023. Cumulé au résultat antérieur d'investissement, le résultat à affecter est de 7 611,23 €.

Aucun reste à réaliser n'est constaté.

#### Section de fonctionnement :

Le résultat de fonctionnement déficitaire de 89,50 € sera reporté sur l'exercice 2024 dans le cadre de la prochaine décision modificative au compte 002 « Résultat de fonctionnement » en dépenses.

#### Section d'investissement :

Le résultat d'investissement excédentaire de 3 603,09 € sera repris sur l'exercice 2024 dans le cadre de la prochaine décision modificative au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter » en recettes.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget Prestataire dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat d'investissement constaté au compte administratif 2023 pour le budget Prestataire,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- 1- Approuve l'affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de -89,50 € de la manière suivante :
  - Le déficit de la section de fonctionnement sera reporté en totalité sur l'exercice 2024 dans le cadre d'une décision modificative au compte 002 « Résultat de fonctionnement » en dépenses.
- 2- Approuve l'affectation des résultats de la section d'investissement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 7 611,23 € de la manière suivante :
  - L'excédent de la section d'investissement sera repris en totalité sur l'exercice 2024 dans le cadre d'une décision modificative au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter » en recettes.



## 24. Proposition d'affectation des résultats - budget du S.S.I.A.D.

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, même lorsque l'affectation du résultat est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Cette délibération présente pour chacune des deux sections du budget général ainsi que pour la section d'exploitation de chaque budget annexe les décisions ou les propositions d'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice.

Le compte administratif 2023 du budget du SSIAD, qui vous a été présenté au cours de cette même séance, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	1 533 523,59	1 503 634,71
	Section d'investissement	1 689,30	8 313,53
Report de l'exercice N-2	Report en section de fonctionnement (002)	0,00	22 630,00
Report de l'exercice N-1	Report en section d'investissement (001)	0,00	47 412,59
	TOTAL (réalisations + reports)	1 535 212,89	1 581 990,83

Le résultat de la section de fonctionnement est de -29 888,88 € pour l'exercice 2023, ce qui porte le résultat de fonctionnement à affecter à -7 258,88 € en tenant compte du résultat reporté de 22 630 €.

Le résultat de la section d'investissement est de 6 624,23 € pour l'exercice 2023, ce qui porte l'excédent d'investissement cumulé à 54 036,82 €.

Aucun reste à réaliser n'est constaté.

### Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un résultat à affecter de -7 258,88 € pour l'année 2023.

Il est proposé d'affecter ce résultat en totalité à la réserve de compensation des déficits d'exploitation (compte 10686).

La proposition d'affectation du résultat de fonctionnement est soumise à la validation de l'autorité de tarification (Agence Régionale de Santé), aussi une délibération d'affectation définitive des résultats sera soumise au vote du Conseil d'Administration après la décision de l'ARS.

### Section d'investissement :

Le résultat d'investissement excédentaire de 54 036,82 € sera repris sur l'exercice N+1 (2024) dans le cadre d'une décision modificative au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter ».

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget du SSIAD dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 pour le budget du SSIAD,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au report du résultat excédentaire cumulé de la section d'investissement,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- 1- Approuve l'affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de -7 258,88 € du budget du SSIAD de la manière suivante :

- En totalité au compte 10686 - réserve de compensation des déficits d'exploitation.

La proposition d'affectation du résultat de fonctionnement est soumise à la validation de l'autorité de tarification (Agence Régionale de Santé), aussi une délibération d'affectation définitive des résultats sera soumise au vote du Conseil d'Administration après la décision de l'A.R.S.

- 2- Approuve l'affectation des résultats de la section d'investissement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 54 036,82 € de la manière suivante :

- L'excédent de la section d'investissement sera repris en totalité sur l'exercice 2024 dans le cadre d'une décision modificative au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter ».



### **25. Proposition d'affectation des résultats - budget de l'E.S.A.**

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, même lorsque l'affectation du résultat est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Cette délibération présente pour chacune des deux sections du budget général ainsi que pour la section d'exploitation de chaque budget annexe les décisions ou les propositions d'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice.

Le compte administratif 2023 du budget de l'ESA, qui vous a été présenté au cours de cette même séance, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	186 745,01	199 161,89
	Section d'investissement	0,00	0,00
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement (002)	0,00	22 172,00
	TOTAL (réalisations + reports)	186 745,01	221 333,89

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un excédent de 34 588,88 € pour l'année 2023.

Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.

Aucun reste à réaliser n'est constaté.

#### Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un excédent de 34 588,88 € pour l'année 2023.

Il est proposé de reprendre ce résultat excédentaire de 34 588,88 € sur l'exercice N+2 (2025) comme suit :

- Au compte 110 « Report à nouveau (solde créditeur) » pour 11 529,63 €,
- Au compte 111 « Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation » pour 11 529,63 €,
- Au compte 10686 « Réserve de compensation » pour 11 529,62 €.

La proposition d'affectation du résultat de fonctionnement est soumise à la validation de l'autorité de tarification (Agence Régionale de Santé), aussi une délibération d'affectation définitive des résultats sera soumise au vote du Conseil d'Administration en cas de modifications.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget de l'ESA dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 pour le budget de l'ESA,

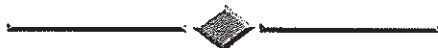
APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- 1- Approuve la proposition d'affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 34 588,88 € du budget de l'ESA de la manière suivante :
- o Au compte 110 « Report à nouveau (solde créditeur) » pour 11 529,63 €,
  - o Au compte 111 « Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation » pour 11 529,63 €,
  - o Au compte 10686 « Réserve de compensation » pour 11 529,62 €.

La proposition d'affectation du résultat de fonctionnement est soumise à la validation de l'autorité de tarification (Agence Régionale de Santé), aussi une délibération d'affectation définitive des résultats sera soumise au vote du Conseil d'Administration après la décision de l'ARS.

Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.



## 26. Affectation des résultats - budget de l'EHPAD la PLÉIADE

Le compte administratif 2023 du budget de l'EHPAD La Pléiade, qui vous a été présenté au cours de cette même séance, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		DEPENSES	RECETTES
Réalisations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	4 524 276,98	4 312 473,22
	Résultat comptable (déficit)		-211 803,76
Reports de l'exercice N-1	Report à nouveau déficitaire	0,00	-905 525,44
	TOTAL (réalisations + reports)	4 524 276,98	3 406 947,78

La section de fonctionnement présente un déficit de -211 803,76 € pour l'exercice 2023 :

- Le résultat de la section tarifaire « hébergement » est de -14 741,18 €
- Le résultat de la section tarifaire « soins et dépendance » est de -197 062,58 €.

Avec le report à nouveau déficitaire de -905 525,44 € des exercices antérieurs, le résultat cumulé à affecter se porte à -1 117 329,20 €.

### Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un résultat déficitaire de -211 803,76 € et un résultat cumulé à affecter de -1 117 329,20 € pour l'année 2023.

### Section d'investissement :

Il n'y a pas de résultat de la section d'investissement à affecter en comptabilité E.P.R.D (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses).

En fonction des éventuelles remarques des financeurs, une délibération d'affectation définitive des résultats 2023 pourra être soumise au vote du Conseil d'Administration.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget de l'EHPAD La Pléiade dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 pour le budget de l'EHPAD La Pléiade,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- 1- Approuve l'affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de -1 117 329,20 € du budget de l'EHPAD La Pléiade de la manière suivante :

- Au compte 11931 « Report à nouveau déficitaire » pour la section hébergement :

Résultat 2023	Report à nouveau déficitaire	Résultat à affecter 2023
-14 741.18	-460 229,39	-474 970.57

- Au compte 11932 « Report à nouveau déficitaire » pour la section dépendance et soins :

Résultat 2023	Report à nouveau déficitaire	Résultat à affecter 2023
-197 062.58	-445 296,05	-642 358.63

En fonction des éventuelles remarques des financeurs, une délibération d'affectation définitive des résultats 2023 pourra être soumise au vote du Conseil d'Administration.





## **27. Règlement des frais de déplacement de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen**

Le règlement concernant les frais de déplacement, commun aux agents de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), doivent être mis en conformité avec les dernières modifications réglementaires relatives aux déplacements professionnels et des déplacements liés à la formation.

Renforçant et s'inscrivant dans une démarche écoresponsable de l'organisation des déplacements, ce nouveau règlement prend également en compte la revalorisation des plafonds de remboursement afin de favoriser et d'encourager le développement des compétences de ses agents.

Conformément à la réglementation applicable à la fonction publique, les agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen peuvent prétendre, sous certaines conditions, à la prise en charge par leur employeur des frais de déplacement induits par leurs déplacements professionnels des agents pour missions ou formation.

Le nouveau règlement proposé dans une nouvelle présentation plus complète prévoit une revalorisation des taux de remboursement pour les frais de déplacement engagés par les agents, tout en assouplissant et clarifiant les modalités de remboursement en vue d'une meilleure prise en charge lors de leurs déplacements professionnels en France métropolitaine, à l'étranger et sur les Territoires d'Outre-Mer sur la base des modifications suivantes :

- Remboursement sur frais réels revalorisé à hauteur du plafond de 20 € pour les frais de repas dans le cas de déplacements en France métropolitaine,
- Remboursement sur forfait revalorisés pour les frais d'hébergement en fonction du lieu de déplacement variant de 90 € à 140 € selon le lieu de déplacement, voire 150 € pour les agents en situation de handicap et de mobilité réduite, dans le cas de déplacement en France métropolitaine,
- Remboursement des frais de transport sur la base du principe du choix du moyen de transport au tarif le moins onéreux et le plus adapté à la nature du déplacement.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir adopter le nouveau règlement des frais de déplacement, commun aux agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen et joint en annexe.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU les Articles R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU l'Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU l'Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 16 janvier 2020 relative au modalité de prise en charge des frais de déplacements - agents utilisant leur véhicule personnel à usage professionnel,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 14 mars 2024.

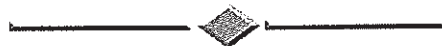
CONSIDÉRANT que la politique des Ressources Humaines de la Ville et de son C.C.A.S. est favorable au développement des compétences et au soutien de modes de déplacement éco-responsable

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assouplir les conditions de remboursement et de revaloriser les plafonds des indemnités de déplacement des agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- abroge le précédent règlement adopté
- adopte le nouveau règlement du règlement des frais de déplacement de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen.



## **28. Renouvellement de l'adhésion aux missions optionnelles du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime – Autorisation signature**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime (C.D.G. 76) assure pour le compte des collectivités et établissements des missions obligatoires et, au-delà de ses fonctions obligatoires, propose pour les collectivités et établissements non affiliés un certain nombre des missions optionnelles.

A ce titre le C.D.G.76 se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » et offre aux collectivités un accompagnement quotidien en matière de gestion des ressources humaines.

Le Centre de Gestion propose à ce titre une convention-cadre permettant, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux missions proposées, tant que de besoin. Sont pour exemple et notamment proposées par le C.D.G. des missions d'appui sur le conseil et l'assistance chômage, conseil et assistance au précontentieux et au contentieux, R.G.P.D., d'archive ou encore des missions d'Inspection en matière d'hygiène et de sécurité (A.C.F.I.).

Ces prestations font l'objet, si elles sont sollicitées, de conventions spécifiques et facturées au taux en vigueur fixés par le C.D.G.

Le CCAS de Rouen a ainsi conventionné avec le C.D.G.76 à la mission optionnelle de médecine professionnelle pour une durée de quatre ans.

Il convient de renouveler la convention cadre afin de pouvoir continuer à bénéficier de l'offre de médecine professionnelle pour laquelle le CCAS est actuellement adhérente.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Il est proposé aux membres du Conseil d'Administration d'approuver les termes de la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du C.D.G. 76 et d'autoriser Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la convention cadre.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25,

VU les Articles L.452-40 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,

VU les Articles L. 123-6 et R. 123-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 15 octobre 2020 relative à l'adhésion à la mission optionnelle du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine Maritime, notamment la mission médecine préventive,

VU le projet de convention annexé.

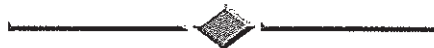
CONSIDÉRANT que le Centre Départemental de Gestion de la Seine-Maritime (C.D.G.76) assure, pour le compte des collectivités et établissements non-affiliés, des missions optionnelles auxquelles les collectivités et établissement peuvent adhérer par convention,

CONSIDÉRANT que l'accès à ces missions optionnelles est conditionné à la signature préalable de la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du C.D.G. 76,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen a signé une convention d'adhésion à la mission optionnelle de médecine préventive arrivant à échéance le 15 novembre 2024,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Adhère à la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du CDG 76
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer les actes subséquents.
- Inscrit les crédits au compte 6475 « Médecine du travail et pharmacie »



### **29. EHPAD LA PLÉIADE – Avenant à la convention de mise à disposition d'une direction par intérim - Autorisation signature**

Lors du Conseil d'Administration du CCAS 23 février 2024 a été validée une nouvelle convention encadrant jusqu'au 31 mars 2024 la mise à disposition d'une direction par intérim par le Centre Hospitalier de Bois Petit.

Or, il apparaît opportun d'inclure la possibilité pour le Centre Hospitalier Bois Petit de mettre à disposition du personnel administratif et ce sous réserve de l'accord du CCAS.

En conséquence, il convient d'intégrer ce changement à la convention.

Il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant 1 à la convention de mise à disposition d'une direction par intérim.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. en date du 23 février 2024 relative à la convention de mise à disposition d'une direction par intérim de l'EHPAD,

Vu le projet d'avenant à la convention 2024,

CONSIDÉRANT le besoin du CCAS de poursuivre l'intérim de direction sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2024,

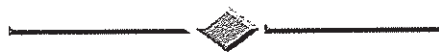
CONSIDÉRANT l'accord de l'ARS et du Département de Seine Maritime et la désignation du Centre Hospitalier de Bois Petit pour assurer cet intérim de direction,

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer par une convention la mise à disposition du personnel administratif par le Centre Hospitalier de Bois Petit au bénéfice de l'EHPAD La Pléiade,

CONSIDÉRANT le changement de personnel intervenu au sein du Centre Hospitalier de Bois Petit et la nécessité d'intégrer cette évolution par voie d'avenant à la convention,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant N°1 à la convention de mise à disposition d'une direction par intérim par le Centre Hospitalier de Bois Petit au bénéfice de l'EHPAD La Pléiade sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2024
- Dit que les crédits nécessaires sont inscrits aux dépenses :
  - Du Groupe 2 pour les charges de personnel et frais assimilés
  - Du Groupe 1, compte 6287 – remboursement de frais – pour la partie transports.



### **30. Convention de partenariat - crèche « les petits BECQS » - Réservation de places – Autorisation signature**

La Ville de Rouen et son CCAS souhaitent poursuivre leur contribution à l'amélioration des conditions de travail des agents de la Ville et du CCAS de Rouen.

A cet effet, il a été décidé de conclure un partenariat avec la crèche « Les Petits Becqs » afin de proposer des places pour les enfants des agents de la Ville et du CCAS. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la politique d'action sociale et contribue à fidéliser et soutenir les agents, notamment en les aidant à concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale.

Les travaux menés en lien avec la crèche « Les Petits Becqs », ont pu aboutir à un dispositif de réservation de 12 places, à partir de 2024, permettant l'accueil d'enfants de 10 semaines à 4 ans, des agents titulaires et contractuels sur emplois permanents.

La crèche « Les Petits Becqs » s'engage à proposer un encadrement adapté et professionnel, un environnement

de qualité et des activités diversifiées nécessaires à l'épanouissement des enfants, du lundi au vendredi de 5h55 à 20h.

Les horaires atypiques proposés par la crèche permettent notamment de répondre aux problématiques de garde des agents ayant des cycles de travail non compatibles avec les horaires standard des crèches.

La contribution annuelle par place est égale à 5000 euros, représentant une estimation du coût de revient annuel d'une place, déduction faite de la totalité des participations familiales, de la participation de la CAF et des éventuelles subventions de fonctionnement.

Les places disponibles seront attribuées lors d'une commission d'attribution en charge d'examiner et d'évaluer les demandes d'inscription des parents afin de garantir une répartition équitable des places disponibles, sur la base de critères dénotant des besoins spécifiques (horaires décalés, handicap de l'enfant etc.). Elle prend en compte divers critères tels que les besoins spécifiques des enfants, les contraintes professionnelles des parents, et d'autres éléments pertinents. Les dossiers seront présentés de façon anonyme à la commission, afin de garantir un processus transparent et équitable. L'ensemble des modalités de fonctionnement de cette commission d'attribution est détaillé dans le règlement présenté en annexe.

La convention proposée prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 2024. Elle est renouvelable par tacite reconduction chaque début d'année civile pour une durée d'un an, sauf dénonciation par l'une des parties trois mois au moins avant son terme.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver les modalités de cette convention de partenariat, ainsi que le règlement de la commission d'attribution des places mises à notre disposition au sein de la crèche « Les Petits Becqs ».

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

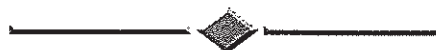
VU le projet de convention annexé,

VU le règlement de la commission d'attribution des places mises à disposition de la Ville et du CCAS de Rouen annexé,

CONSIDÉRANT que la réservation de places en crèche constitue un levier d'action sociale et contribue à l'amélioration des conditions de travail des agents de la Ville et du CCAS, en favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- approuve les termes de la convention de partenariat avec la crèche « Les Petits Becqs » du centre Henri Becquerel,
- autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention,
- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 11.





### 31. Acceptation de dons en faveur du C.C.A.S. de Rouen

Selon les dispositions des articles L.123 8 et R.123 25 du Code de l'Action Sociale et des Familles, un CCAS est habilité à recevoir des dons et legs. L'acceptation du don relève des attributions du Président en sa qualité d'ordonnateur des dépenses et des recettes du C.C.A.S. Le Président est autorisé à accepter des dons et legs seulement à titre conservatoire". Le don ne devient effectif qu'après acceptation définitive par le Conseil d'Administration sous forme de délibération. L'encaissement quant à lui relève du comptable public, seul habilité à manipuler des fonds publics.

En contrepartie de ce don, le donateur peut bénéficier des déductions fiscales prévues par la loi. En vertu de l'article 200 du code général des impôts, qui prévoit le dispositif de déduction fiscale.

Ce don ouvre un droit pour un particulier à une réduction d'impôt de 66% de son montant dans une limite globale de 20% du revenu imposable.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration d'accepter les dons suivants :

Date	Donateur	Montant
20/02/2024	Madame	50€
20/02/2024	Monsieur et Madame	50€
19/02/2024	Madame	20€
26/02/2024	Madame	220€
20/02/2024	Monsieur et Madame	30€
22/02/2024	Monsieur et Madame	100€
27/02/2024	Monsieur et Madame	390€

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Article L123-8 et R123-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article 238 bis du Code général des impôts,

CONSIDÉRANT le souhait des particuliers de verser des dons au C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT que ces dons ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- DÉCIDE d'accepter les dons en faveur du Centre Communal d'Action Sociale
- AUTORISE Monsieur le Président à signer les reçus au titre des dons via le CERFA n° 11580\*03
- IMPUTE la recette au chapitre 75 (autres produits de gestion courante), article 756 (libéralités reçues



### **32. Demande d'autorisation concernant l'habilitation « accompagnant PA (Personne Agée) médicale » dans le cadre de l'utilisation du logiciel via trajectoire**

Le CCAS de Rouen gère un CLIC qui accompagne les rouennais âgés de plus de 60 ans rencontrant des problématiques d'isolement et de perte d'autonomie. Dans ce cadre, les professionnels du service sont amenés à effectuer de multiples démarches dans le cadre du maintien à domicile des personnes âgées mais également dans leur demande d'admission en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

Afin d'accompagner les personnes âgées dans ce type de démarche, les professionnels du secteur sanitaire, de l'action sociale et médico-sociale sont dotés d'un logiciel métier intitulé « Via trajectoire » opérationnel sur le territoire national depuis 2016 et géré par l'organisme Normand'e-Santé sur le département de la Seine-Maritime.

Ce logiciel permet aux professionnels et aux usagers :

- de consulter l'annuaire national des EHPAD.
- d'effectuer une demande d'admission en ligne auprès d'un ou de plusieurs établissements ciblés.
- de suivre et de gérer les demandes en temps réel.

Chaque dossier est constitué d'un volet administratif rédigé par la personne concernée, son entourage ou un professionnel de l'action sociale, d'un volet autonomie et d'un volet médical rédigés par le médecin traitant directement via le logiciel. Au cas où le médecin traitant n'aurait pas accès au logiciel, la possibilité de compléter la partie médicale par voie dématérialisée est alors proposée. Dans ce cas, le volet médical est scanné et annexé au dossier par son instructeur. Le volet autonomie est alors complété par ce même professionnel en s'appuyant strictement sur les données complétées par le médecin traitant sur papier.

Dans le cadre de l'application des outils du Ségur du numérique permettant l'accès au Dossier Médical Partagé (DMP) des usagers, l'organisme Normand'e santé, propose aux CLICS du département de Seine-Maritime de régulariser cet usage par l'attribution d'une habilitation intitulée : « Attestation d'usage de l'habilitation « Accompagnant PA médicale » dans ViaTrajectoire ». Cette habilitation permettra de régulariser l'utilisation du logiciel lorsque le médecin traitant est dans l'incapacité de renseigner les données médicales directement en ligne.

Les conditions applicables à l'ensemble des professionnels bénéficiant de cette dérogation d'habilitation sont les suivantes :

- Le professionnel s'engage à recueillir le consentement éclairé et écrit du patient sur l'accès aux données médicales complétées dans le dossier papier par le médecin ;
- Dans le volet médical, le professionnel sélectionnera uniquement le « motif de la demande » tel qu'il est complété par le médecin traitant dans le dossier papier.
- Dans le volet autonomie, le professionnel s'engage à ressaisir strictement les données de la grille d'autonomie complétée par le médecin traitant sur le dossier papier.
- En pièce jointe médicale, le professionnel s'engage à déposer ce document en format « pdf », sans saisie, ni modification.
- Le professionnel s'engage à ne renseigner aucun autre élément médical dans ces volets.

Cette habilitation est valable à compter de la date de signature du document et prendra fin pour les professionnels concernés le 30 septembre 2025.

Ledit document : « Attestation d'usage de l'habilitation « Accompagnant PA médicale » dans ViaTrajectoire » est annexé à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le document « Attestation d'usage de l'habilitation « Accompagnant PA médicale » dans ViaTrajectoire » délivré par l'organisme Normand'e-Santé.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

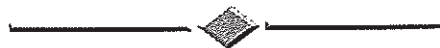
VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 dite d'Adaptation de la Société au Vieillessement,

CONSIDÉRANT, que le CCAS de Rouen assure la gestion du CLIC des Aînés de Rouen en lien avec le Département de Seine-Maritime.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le document « Attestation d'usage de l'habilitation « Accompagnant PA médicale » dans ViaTrajectoire » délivré par l'organisme Normand'e-Santé.



### **33. Convention de partenariat pour le service prestataire d'aide à domicile - Offre de Services Coordonnée pour l'Accompagnement de ma Retraite (OSCAR) entre la CARSAT Normandie et le C.C.A.S. - Autorisation signature**

Dans le cadre de ses engagements en matière d'action sociale, la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) se positionne comme un acteur central de la prévention et de la préservation de l'autonomie des retraités fragilisés, conformément à la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

A ce titre, la CNAV a défini une offre individualisée, sous la forme de plans d'aides pérennes et/ou temporaires, destinée aux retraités en situation de fragilité dans leur autonomie à domicile, sous l'acronyme OSCAR (Offre de Services Coordonnée pour l'Accompagnement de ma Retraite).

Ce dispositif, qui a vocation à terme à remplacer le dispositif des PAP (Plans d'Action Personnalisés), se déploie progressivement sur toute la France depuis juillet 2021, et est structuré autour des enjeux globaux de prévention, d'accompagnement et de coordination. Il induit notamment des évolutions en matière d'offre de services, de relations partenariales, d'outils (système d'information et processus) et de contrôle. Il propose une approche centrée sur le retraité, des prestations encore plus diversifiées et une démarche de conventionnement pour garantir la qualité de service à tous les niveaux.

Sont concernés par le dispositif OSCAR, les retraités fragilisés GIR 5 et 6 du régime général (salariés du secteur privé, ressortissants de la Fonction publique d'État et travailleurs indépendants) non éligibles à l'APA.

La présente convention a pour objet de définir le cadre de coopération ainsi que les modalités de mise en œuvre d'OSCAR dans le cadre des interventions du Service prestataire d'aide à domicile intervenant dans les résidences autonomie gérées par le CCAS.

Elle est conclue pour la durée de l'année en cours, et se renouvelle ensuite, d'année en année, par tacite reconduction.

Ce dispositif prévoit, dans son article relatif aux modalités de paiement, que la Caisse verse l'aide financière, pour les heures d'accompagnement et de prévention à domicile attribuées au retraité dans le cadre de son OSCAR, directement au service prestataire d'aide à domicile géré par le CCAS, celui-ci ne facturant au résident que la part de l'intervention non prise en charge par la CARSAT.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver les modalités de la convention de partenariat avec la Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail Normandie, dénommée « CARSAT NORMANDIE ».

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'Arrêté du 12 décembre 2006 du Président du Département de Seine-Maritime autorisant le CCAS de Rouen à poursuivre l'activité de son service Prestataire d'aide à domicile,

VU la Convention d'Objectifs et de Gestion 2018-2022 entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse,

VU la Circulaire CNAV n° 2021-21 du 18 juin 2021 relative aux conditions de mise en œuvre du dispositif des « OSCAR »,

VU la Circulaire N°2023-30 du 14 décembre 2023 relative aux paramètres financiers des prestations d'action sociale servies à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,

VU la Circulaire CNAV 2023-31 du 21 décembre 2023 relative aux conditions de mise en œuvre du dispositif OSCAR,

CONSIDÉRANT que le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère un service prestataire d'aide à domicile au sein des résidences autonomie et qu'il est, à ce titre partenaire de l'Assurance Retraite CARSAT par convention, dans le cadre du dispositif des « Plans d'Action Personnalisés »,

CONSIDÉRANT que le dispositif des « Plans d'Action Personnalisés » est remplacé par un nouveau dispositif d'accompagnement individuel dénommé « OSCAR – Offre de Services Coordonnée pour l'Accompagnement de ma Retraite » visant une approche plus globale des besoins des retraités fragilisés,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen remplit les conditions de prérequis au conventionnement OSCAR,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de

partenariat avec la Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail Normandie, dénommée « CARSAT NORMANDIE » ;

- Précise que les recettes liées à ce dispositif seront inscrites au Chapitre 017 – sur le compte 7338 « Autres secteurs ».



### **34. Rapports d'activité 2023 prestataire et résidence autonomie**

Lors de la séance du 22 mars 2024 les services du C.C.A.S. de Rouen qui obtiennent des subventions de différents organismes ont mis à l'approbation des membres du Conseil leurs rapport d'activité à l'exception des services Prestataire et Résidences Autonomie. Ces rapports n'ayant pas été soumis à l'approbation des membres du Conseil lors de la séance du 22 mars 2024 il convient donc de le réaliser.

Lesdits rapports d'activité sont annexés à la présente délibération.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU les Articles L. 123-6 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 du service Prestataire,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 des Résidences Autonomie,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES RAPPORTS D'ACTIVITÉ 2023,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte et approuve les rapports d'activité 2023 :
  - du service prestataire ;
  - des résidences autonomie
- Autorise la diffusion des présents rapports aux financeurs et organismes extérieurs



### **35. Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente**

La lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020 précise les actions à conduire au sein de la structure. Depuis les séances du Conseil du vendredi 26 mars 2021 Madame la Vice-Présidente fait le retour des actions engagées en ce sens.

Lors de la séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du vendredi 25 avril 2024 Madame la Vice-Présidente présentera un nouveau point d'étape qui sera notifié dans le procès-verbal.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**



VU l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Familles,

VU la lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020,

APRÈS NOTIFICATION DE MADAME LA VICE-PRÉSIDENTE,

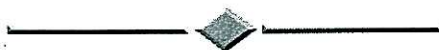
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte des actions engagées au sein du C.C.A.S. de Rouen

*Lors de cette séance Madame la Vice-Présidente a abordé les sujets suivants :*

- *Transfert de gestion de l'EHPAD la Pléiade*
- *Expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée – point d'avancement du projet*
- *Temps forts à venir : Maraude musicale, évènementiel « Être une femme après 50 ANS »*



*L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 15h10.*

*Date du prochain Conseil : 31 mai 2024.*

Président de séance



Nicolas MAYER-ROSSIGNOL  
Président du C.C.A.S.

Président de séance



Caroline DUTARTE  
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Secrétaire de séance



Vanessa BAZILLAU  
Directrice du C.C.A.S.